

Cahiers du *CRISES*

Collection « *Working Papers* »

no ET0309

Les fonds régionaux et locaux de développement en 2002

par

Benoît Lévesque, Yvan Comeau,
Denis Martel, Jean Desrochers et Marguerite Mendell

avec la collaboration de

François Lajeunesse-Crevier, Mohamed El Filali El Youssefi,
Carmen Gaudreau, Mathieu Cook et Olivier Régol

Octobre 2003

Cahiers du *CRISES* –
Collection « *Working Paper* » - no 0309
« Les fonds régionaux et locaux de développement en 2002 »
par Benoît Lévesque, Yvan Comeau, Denis Martel,
Jean Desrochers et Marguerite Mendell

avec la collaboration de
François Lajeunesse-Crevier, Mohamed El Filali El Youssefi,
Carmen Gaudreau, Mathieu Cook et Olivier Régol

ISBN : **2-89605-124-4**
Dépôt légal : octobre 2003
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

PRÉSENTATION DU *CRISES*

Notre Centre de recherche sur les innovations sociales (*CRISES*) est un centre interuniversitaire qui s'intéresse principalement à la thématique « des innovations et des transformations sociales ».

Une innovation sociale se définit par son caractère novateur ou hors normes et par l'objectif général qu'elle poursuit soit celui de favoriser le mieux-être des individus et des collectivités. Elle se caractérise tout autant par un processus de mise en œuvre impliquant une coopération entre une diversité d'acteurs que par les résultats obtenus, immatériels ou tangibles. À plus long terme, les innovations peuvent avoir une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors sources de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle de développement.

Les chercheurs du *CRISES* étudient les innovations sociales à partir de trois grands axes complémentaires : le territoire, les conditions de vie et le travail et l'emploi.

Axe innovations sociales et territoire

- Les chercheurs de l'*axe territoire* s'intéressent principalement aux rôles des acteurs sociaux, et à leurs pratiques innovatrices, dans les recompositions territoriales contemporaines. Ils étudient notamment l'émergence de réseaux sociaux et leurs liens avec de nouvelles formes de territorialité ; les relations entre les entreprises, les acteurs sociaux et les instances politiques locales ; les identités locales et leurs liens avec le développement économique et social ainsi que les modalités de gouvernance territoriale.

Axe innovations sociales et conditions de vie

- Les chercheurs de l'*axe conditions de vie* s'attardent à repérer, décrire et analyser des innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la consommation, l'emploi du temps, l'environnement familial, l'insertion sur le marché du travail, l'habitat, les revenus, la santé et la sécurité des personnes. Ces innovations se situent, généralement, à la jonction des politiques publiques et des mouvements sociaux : services collectifs, pratiques de résistance, luttes populaires, nouvelles manières de produire et de consommer, etc.

Axes innovations sociales, travail et emploi

- Les membres de l'*axe travail et emploi* centrent leurs travaux sur l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir. Les recherches portent sur les dimensions organisationnelles et institutionnelles de l'emploi et du travail. Elles concernent tant les syndicats et les entreprises que les politiques publiques et s'intéressent à certaines thématiques comme les stratégies des acteurs, le partenariat, la gouvernance des entreprises, les nouveaux statuts d'emploi, le vieillissement au travail, la formation et l'économie du savoir.

LES ACTIVITÉS DU *CRISES*

En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires post-doctoraux, la formation des étudiants, le *CRISES* organise toute une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Les cahiers de recherche, les rapports annuels et la programmation des activités peuvent être consultés à partir de notre site Internet à l'adresse suivante : www.crisés.uqam.ca.

Denis Harrison

Directeur

NOTES SUR LES AUTEURS

Benoît LÉVESQUE est professeur, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal (UQÀM), Montréal.

Yvan COMEAU est professeur, Département de travail social, Université Laval, Québec.

Denis MARTEL est professeur agrégé, IRECUS, Département de finance, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

Jean DESROCHERS est professeur titulaire, Département de finance, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

Marguerite MENDELL est professeur, Département des affaires publiques, Université Concordia, Montréal.

Avec la collaboration de :

François LAJEUNESSE-CREVIÉ est assistant de recherche, *CRISES*, Université du Québec à Montréal (UQÀM), Montréal.

Mohamed EL FILALI EL YOUSSEFI est agent de recherche, *CRISES*, Université du Québec à Montréal (UQAM), Montréal.

Carmen GAUDREAU est professeure, Département de finance, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

C Mathieu OOK est auxiliaire, enseignement et recherche de 2^e cycle, Université Laval, Québec.

Olivier RÉGOL est assistant de recherche, *CRISES*, Université du Québec à Montréal, (UQÀM), Montréal

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX	IX
POINTS SAILLANTS	XI
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : PROFIL DES FONDS RÉGIONAUX ET LOCAUX	5
1.1. Répartition des fonds selon les régions administratives	5
1.2. Répartition des fonds selon l'année de leur création	6
1.3. Répartition des fonds selon le statut juridique	8
1.4. Répartition des fonds régionaux et locaux selon la mission	9
1.5. Principaux pourvoyeurs de capital aux fonds régionaux et locaux	11
CHAPITRE II : CAPITALISATION DES FONDS RÉGIONAUX ET LOCAUX	13
2.1. Capitalisation des fonds régionaux et locaux	13
2.2. Répartition de la capitalisation selon la taille des fonds régionaux et locaux	14
2.3. Répartition de la capitalisation selon les régions et leur population	15
2.4. Répartition de la capitalisation selon les types de fonds	20
2.5. Capital investi et capital disponible	21
CHAPITRE III : POLITIQUES D'INVESTISSEMENT (1996 ET 2002)	23
3.1. Types d'entreprises et secteurs privilégiés (ou exclus)	23
3.2. Types d'investissement et modes de rémunération	25
3.3. Stades de développement privilégiés et l'aide offerte	26
3.4. Montants minimums et maximums	28
3.5. Durée de l'investissement	30

ANNEXE 1	33
QUESTIONNAIRE	33
Préambule :	33
ANNEXE 2	35
LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	35
ANNEXE 3	59
LISTE DES FONDS RÉPERTORIÉS MAIS NON ÉTUDIÉS	59
ANNEXE 4	63
LEXIQUE SUR LE CAPITAL DE RISQUE	63
ANNEXE 5	65
LISTE D'ACRONYMES	65
BIBLIOGRAPHIE	67
SITOGRAFIE	69

LISTE DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX

GRAPHIQUE 1	6
GRAPHIQUE 2	7
TABLEAU 1	Échéancier prévu et suivi.....	4
TABLEAU 2	Répartition des fonds selon les régions (1996 et 2002)*	5
TABLEAU 3	Années de fondation des fonds présents en 1996 et 2002	8
TABLEAU 4	Statut juridique des fonds en 1996 et en 2002	9
TABLEAU 5	Mission des fonds présents en 1996 et en 2002.....	10
TABLEAU 6	Principaux pourvoyeurs de capital aux fonds régionaux et locaux	12
TABLEAU 7	Répartition des fonds selon le niveau de capitalisation (1996 et 2002).....	15
TABLEAU 7-A	Répartition des fonds selon le niveau de capitalisation (1996 et 2002).....	15
TABLEAU 8	Répartition du capital des fonds selon les grandes régions (1996 et 2002).....	16
TABLEAU 9	Répartition du capital des fonds (sans Innovatech) selon des régions administratives (1996 et 2002).....	17
TABLEAU 10	Capitalisation des fonds (avec Innovatech) par habitant selon des grandes régions économiques (1996 et 2002).....	18
TABLEAU 11	Capitalisation des fonds (sans Innovatech) par habitant selon les régions administratives (1996 et 2002).....	19
TABLEAU 12	Capitalisation des fonds selon leur couverture géographique (1996 et 2002).....	20
TABLEAU 13	Capital moyen et médian des fonds selon leur couverture géographique (1996 et 2002).....	21
TABLEAU 14	Capital disponible par catégorie de fonds en 2002	21
TABLEAU 15	Secteurs économiques privilégiés (1996 et 2002)	24
TABLEAU 16	Secteurs économiques exclus (1996 et 2002)	24
TABLEAU 17	Types d'investissement préférés (1996 et 2002)	25
TABLEAU 18	Modes préférés de rémunération (1996 et 2002).....	26
TABLEAU 19	Stades de développement privilégiés (1996 et 2002)	27

TABLEAU 20	Aide offerte pour la conception de projets (1996 et 2002).....	28
TABLEAU 21	Aide offerte pour la gestion des entreprises (1996 et 2002).....	28
TABLEAU 22	Participation au CA des entreprises (1996 et 2002)	28
TABLEAU 23	Investissement minimum dans un projet (1996 et 2002).....	29
TABLEAU 24	Investissement maximum dans un projet (1996 et 2002)	30
TABLEAU 25	Durée minimale de l'investissement désiré dans un projet (1996 et 2002).....	30
TABLEAU 26	Durée maximale des investissements (1996 et 2002).....	31

POINTS SAILLANTS

1. *Le profil des fonds régionaux et locaux*

Le nombre total de fonds régionaux et locaux à l'échelle du Québec a presque triplé (2,9) en six ans, passant de 231 en 1996 à 623 en 2002. En 1996, on comptait en moyenne 14 fonds par région administrative alors qu'en 2002 on en compte 36 par région.

Cinquante-huit pour cent (58,2 %) des fonds inventoriés en 2002 ont été créés en 1998, ce qui correspond à la création des Fonds d'investissement locaux (FLI) gérés par les CLD de même que les Fonds de développement de l'économie sociale (FDES). Entre 1996 et 2002, 63 fonds régionaux et locaux seraient disparus, ce qui est plausible puisque plusieurs fonds sont à durée limitée.

La plupart des fonds (90 %) sont des Organisations à but non lucratif (OBNL) ou relèvent d'une OBNL pour leur gestion. Il n'existe pratiquement pas de fonds qui ont adopté le statut de société en commandite (3,6 %), de coopératives (1 %) et encore moins de société à capital-actions (0,3 %).

Tout en poursuivant des objectifs de développement, les fonds régionaux et locaux laissent voir un renversement des priorités au plan de la mission avec un recentrage sur l'entreprise et l'offre de capitaux. Alors qu'en 1996, l'emploi suivi du développement du territoire et de la création d'entreprise étaient dans l'ordre des priorités, au plan de la mission, en 2002 la création d'entreprise arrive nettement en tête (83,4 % des mentions) suivie de l'aide technique aux entreprises (79,8 %). De plus, l'objectif de « fournir des capitaux à ceux qui n'ont pas accès au financement traditionnel » devient une préoccupation plus forte qu'antérieurement (38,4 % en 2002 par rapport à 1,4 % en 1996) de même que « fournir du capital de risque » (27,7 % en 2002 par rapport à 11,8 % en 1996) et « fournir des capitaux à des communautés spécifiques » (27,4 % en 2002 par rapport à 8,2 % en 1996).

Il existe également des transformations importantes en ce qui concerne les pourvoyeurs de capitaux aux fonds régionaux et locaux. En 1996, les fonds régionaux et locaux ont identifié, dans l'ordre, le gouvernement fédéral (52,4 % des fonds), le Fonds de solidarité (40,6 % des fonds), le milieu (42,7 %) et le gouvernement du Québec (35 %). En 2002, l'ordre est inversé : le gouvernement du Québec arrive en tête puisque 64,7 % des fonds disent avoir obtenu des capitaux du gouvernement du Québec, suivi du gouvernement fédéral avec 25 % puis du Fonds de solidarité avec 18,8 %. Enfin, en 2002, le milieu, avec seulement 3,4 % des fonds, n'arrive plus parmi les quatre premiers fournisseurs puisqu'il est devancé sans doute faiblement par les banques et les institutions financières (3,8 % des fonds).

2. *La capitalisation des fonds régionaux et locaux*

La capitalisation totale des fonds régionaux et locaux répertoriés en 2002 atteint 1,5 G \$ par rapport à 0,8 G \$ en 1996, une croissance de 88 %. Si la capitalisation de ces fonds a augmenté, il faut bien voir que durant la même période l'ensemble du capital-risque au Québec a pratiquement quadruplé, passant de 3,2 G \$ en 1996 à 11,2 G \$ en 2002, une croissance de 250 %.

Si l'on considère le niveau de capitalisation de ces fonds, il apparaît que la croissance du nombre de fonds à faible capitalisation (999 999 \$ et moins) est beaucoup plus importante que celle des fonds ayant une capitalisation d'un million \$ et plus qui ont connu une décroissance relative, passant de 52,8 % en 1996 à 30,4 % en 2002. De même, la proportion du nombre de fonds de 5 millions \$ et plus par rapport aux autres a diminué passant de 12,2 % de l'ensemble des fonds en 1996 à 8,9 % en 2002.

La répartition du capital des fonds selon les grandes régions du Québec révèle que la moitié du capital (43,7 %) se retrouve dans la grande région de Montréal (Montréal et les régions avoisinantes) alors les régions ressources et celles de Québec-Chaudière-Appalaches s'en approprient chacune environ un cinquième (25,1 % et 23,6 %). Les régions du Sud du Québec ne regroupent que 7,6 % du capital total des fonds régionaux et locaux. Toutefois, entre 1996 et 2002, la part de la grande région de Montréal a diminué passant de 54,8 % à 43,7 % de même que celle du Sud du Québec passant de 10,7 % à 7,6 % alors que les régions de Québec-Chaudière-Appalaches et les régions ressources ont augmenté leur part de manière comparable, soit 17 % à 25 %.

Si l'on tient compte de la population pour chacune des quatre grandes régions du Québec, les régions ressources sont les mieux pourvues avec 432,96 \$ par habitant comparativement à 272,28 \$ pour la région de Québec-Chaudière-Appalaches, 221,04 \$ pour le Sud du Québec et 137,71 \$ pour Montréal et les régions avoisinantes.

De plus, si l'on tient compte de chacune des dix-sept régions administratives (en excluant du calcul les Innovatech parce qu'elles desservent plus d'une région), toutes les régions ont connu une croissance de leur capital entre 1996 et 2002, à l'exception de la Côte-Nord. Cette croissance se situe entre 39 % et 301 % (si l'on ne compte pas la région du Nord-du-Québec avec un taux de 7811,4 %). Par ailleurs, si l'on tient compte de la population, il apparaît clairement que ce sont les régions ressources qui ont connu le meilleur ratio capital/population alors que la région de Montréal avait le plus faible ratio. Comme nous l'avons indiqué ailleurs, il faut bien voir que les grands fonds de capital-risque qui ont un rayonnement à l'échelle du Québec (et qui ne sont pas comptabilisés dans notre inventaire) sont centralisés à Montréal.

Enfin, la disponibilité du capital des fonds régionaux et locaux serait de 14,9 % de leur capitalisation totale, ce qui est faible comparativement à l'ensemble de l'industrie du

capital de risque. En effet, en 2002, le capital de risque disponible au Québec était de 3,8 G \$ pour un capital total de 11,2 G \$, soit 33,9 % de capital disponible pour l'investissement. De plus, si l'on exclut les fonds locaux pour ne tenir compte que des fonds régionaux et multi-régionaux, la disponibilité est encore plus faible, soit de 4 % dans un cas et de 2,4 % dans l'autre.

3. Les politiques d'investissement

Entre 1996 et 2002, il s'est produit des changements significatifs quant aux politiques de développement. En 2002, un plus grand nombre de fonds régionaux et locaux disent privilégier « tout type d'entreprise », soit 51,4 % (311 sur 605) comparativement à 8 % (16 fonds sur 199) en 1996, ce qui s'expliquerait par la montée des fonds locaux. Pour la même raison, un plus grand nombre de fonds disent privilégier les entreprises d'économie sociale, soit 18 % des fonds (109 sur 605) comparativement à 8,5 % (17 sur 199) en 1996.

Le secteur manufacturier est le secteur privilégié aussi bien en 1996 (66 % des fonds), qu'en 2002 (52,4 %). En revanche, les hautes technologies sont maintenant le second secteur privilégié (37,8 % des fonds en 2002) alors qu'elles arrivaient en dernière position en 1996 (11,9 % des fonds le privilégiaient). Le tertiaire moteur arrive maintenant en troisième position (37,8 % en 2002) alors qu'il arrivait en seconde position en 1996 avec 58,7 %. Enfin, un fonds sur cinq dit privilégier les entreprises d'économie sociale (19,5 % des fonds). En somme, les fonds régionaux et locaux couvrent un territoire restreint, mais sont réceptifs à une diversité de secteurs.

En 2002 comme en 1996, le commerce de détail et en gros représente le secteur exclus par le plus de fonds. Même cette exclusion a diminué considérablement en 2002 (34,7 % des fonds comparativement à 61,8 % en 1996). En 2002, les secteurs à forte concurrence sont le deuxième secteur exclus (par 31,6 % des fonds comparativement à 12 % en 1996).

En 1996 comme en 2002, les fonds donnent en moyenne deux types d'investissement préférés, mais il s'est opéré des changements significatifs quant aux types d'investissement que préfèrent les fonds. Alors qu'en 1996 les fonds préféraient les actions (90,3 %), ce type d'investissement n'est préféré que par 20,8 % (auxquels on peut ajouter 7,3 % pour les actions ordinaires et 7,4 % pour les actions privilégiées). En 2002, ce sont les prêts qui sont le premier type d'investissement privilégié (53,9 %). Enfin, un nombre beaucoup plus important de fonds en 2002 (34,8 % ou 306 fonds sur 592) qu'en 1996 (10,8 % ou 23 sur 213) disent privilégier des « subventions et dons ». La centaine de fonds de développement d'économie sociale comprise dans notre échantillon ne suffit pas à expliquer cette préférence.

En cohérence avec la préférence pour les prêts, le mode préféré de rémunération est le revenu d'intérêt qui arrive en tête en 2002 avec 52,8 % des fonds comme en 1996 avec 67,2 % des fonds. Les revenus de dividendes et les appréciations de capital ont diminué

considérablement comme mode préféré de rémunération puisqu'ils sont passés de 44,1 % pour les dividendes et de 19,5 % pour les appréciations de capital en 1996, à 19,5 % et 11,9 % en 2002. Enfin, les honoraires de gestion sont toujours un mode de rémunération pour environ un tiers des fonds aussi bien en 1996 qu'en 2002. À nouveau, on constate une croissance de fonds ne disant préférer aucune rémunération, soit 36,4 % des fonds en 2002 comparativement à 14,7 % en 1996.

Entre 1996 et 2002, l'ordre des stades privilégiés de développement des entreprises s'est modifié de sorte que le démarrage arrive maintenant en tête (99,3 % des fonds en 2002 comparativement à 73,4 % en 1996) alors qu'en 1996, c'était l'expansion ou le développement qui s'imposait comme première préférence. Enfin, le pré-démarrage est toujours faiblement privilégié (12,2 % en 1996 et 9,3 % en 2002. En revanche, de plus en plus de fonds offrent de l'aide pour la conception des projets (84,9 % en 2002 comparativement à 51,5 % en 1996), ce qui constitue une forme de soutien au démarrage. L'aide à la gestion a aussi augmenté passant de 86% des fonds en 2002 alors qu'elle était offerte par 79 % des fonds en 1996. Enfin, la participation au conseil d'administration (même en considérant les comités de gestion) est demeurée relativement stable puisqu'elle est offerte par un peu moins d'un fonds sur deux en 1996 comme en 2002.

En 2002, la plupart des fonds régionaux et locaux (88,6 % en 2002 comparativement à 36,6 % en 1996) acceptent des investissements minimums de 10 000 \$ et moins. Par ailleurs, très peu de fonds régionaux et locaux acceptent d'investir plus de 500 000 \$ (7,0 % en 2002, comparativement à 2,4 % en 1996). Si l'on considère que l'investissement moyen du capital de risque au Québec est de 2,2 millions \$, il faut en conclure que les fonds régionaux et locaux occupent, de par la taille de leur investissement, un créneau non couvert par les autres types de capital de risque.

Enfin, les fonds régionaux et locaux préfèrent 2 et 3 ans comme durée minimale (46,4 % en 2002 comparativement à 35,3 % en 1996) et comme durée maximale 4 et 5 ans (47,2 % des fonds en 2002).

*Benoît Lévesque, Yvan Comeau, Denis Martel,
Jean Desrochers et Marguerite Mendell*

INTRODUCTION

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Conformément au mandat qui nous a été confié par le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche (MFER), l'objectif principal de cette étude était de dresser un portrait des fonds régionaux et locaux de développement au Québec. Plus précisément, cela consistait à faire état de la situation actuelle quant à l'offre de capital de risque dans les diverses régions du Québec (principalement en ce qui a trait à la capitalisation des fonds et à la disponibilité du capital pour les investissements).

Cette recherche couvre une période de six ans, puisque les résultats obtenus pour l'année 2002 sont comparés avec les résultats de 1996. Il est à noter que les données de 1996 utilisées pour fins de comparaison avec l'année 2002 ont été prises dans une enquête réalisée pour le Bureau fédéral de développement régional du Québec (BFDR-Québec).¹ La présente étude permet donc de suivre l'évolution du capital de risque québécois sur une période suffisamment longue pour que les changements aient été significatifs.

Essentiellement, le rapport comporte trois parties :

- Un premier chapitre vise à dresser le profil des fonds locaux et régionaux
- Un second chapitre est consacré à la capitalisation des fonds
- Un troisième chapitre traite des politiques d'investissement des divers fonds

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie de la recherche emprunte une approche comparative et statistique (bien qu'à dominante descriptive). Le volet comparatif de la recherche s'intéresse à la situation des fonds à deux moments différents, d'une part, et aux caractéristiques des fonds en fonction de certaines variables, d'autre part. En ce qui concerne la comparaison dans le temps, le même questionnaire a été soumis aux 231 fonds existants en 1996 et aux 623 fonds identifiés en 2002. La recherche porte sur la totalité de la population des fonds.²

En ce qui a trait à la comparaison des caractéristiques des fonds, elle met en rapport des variables dépendantes et indépendantes. Les variables dépendantes réfèrent à plusieurs caractéristiques des fonds (leurs statuts juridiques, leurs pourvoyeurs, etc.) et plus particulièrement à leur capitalisation et leurs politiques d'investissement (mission, types d'entreprises privilégiées, stades de développement, secteurs économiques, horizon de

¹ LÉVESQUE, B., M. Mendell, et Solange Van Kemenade (1996), *Profil socio-économique des Fonds de développement local et régional au Québec*, Québec, BFDR.

² A la différence de la recherche que nous avons réalisée en 2001 pour le ministère des Régions, nous avons retenu non seulement le Fonds d'investissement local géré par les CLD, mais également le Fonds d'économie sociale. Voir B. Lévesque, Y. Comeau, D. Martel, J.Desrochers, M. Mendell, **Profil socio-économique des fonds régionaux et locaux de développement**, Montréal, CRISES-IRECUS-GRCC, 2002.

placement et participation à la gestion, entre autres choses). Les variables indépendantes concernent principalement la localisation des fonds dans les grandes régions économiques et dans les MRC, les caractéristiques démographiques et économiques de ces territoires et la couverture géographique des fonds.

En ce qui a trait au volet statistique, les données recueillies par questionnaire ont fait l'objet d'analyses descriptives, d'analyses de variance et de mesures d'association pour déterminer le degré d'association entre la situation des fonds en 1996 et 2002, et entre les variables dépendantes et indépendantes (les tableaux dont les données n'étaient pas significatives n'ont pas été reproduits). Considérant la présence de valeurs extrêmes dans la distribution des réponses à certaines questions en raison de l'hétérogénéité de la population à l'étude et considérant la taille de l'échantillon dans certaines catégories d'analyse, les tests non paramétriques sont apparus plus appropriés aux fins de la présente étude.

Les tests non paramétriques sont ainsi désignés parce qu'ils ne reposent pas sur une loi de probabilité en particulier. Ils sont valides peu importe la distribution réelle des observations. Généraux dans les conditions d'utilisation, ces tests sont en contrepartie souvent moins performants que les tests paramétriques (dans des situations où les tests paramétriques s'appliquent). Il est donc suggéré d'utiliser ce type d'analyse lorsque la distribution des réponses est difficile à spécifier. Ces tests sont également suggérés lorsque les échantillons sont de petite taille ($n < 15$), notamment parce qu'il est difficile de vérifier l'ajustement d'une certaine loi de probabilité. Les tests non paramétriques sont plus appropriés en présence de valeurs extrêmes, parce que ces valeurs ont moins d'influence sur les résultats que dans le cas des analyses paramétriques basées sur la moyenne et la variance (Norusis, 1998). Deux tests non paramétriques ont été plus particulièrement utilisés : le Wilcoxon et le Khi deux de Pearson. Exceptionnellement, le test paramétrique ANOVA a été mis à contribution afin de vérifier si les moyennes d'une distribution sont significativement différentes l'une de l'autre.

QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR FONDS RÉGIONAUX ET LOCAUX ?

D'abord, les fonds étudiés sont définis en fonction du territoire qu'ils desservent, soit une région administrative (ex. Fonds régionaux de solidarité) ou un ensemble de régions administratives (ex. les Innovatech), soit une MRC (ex. les SOLIDE) ou encore une collectivité locale (ex. CIEL ou RÉSO) ou encore un quartier d'une grande ville.

Il faut également ajouter que ces fonds fournissent du financement aux entreprises et non des subventions, si l'on excepte évidemment les Fonds de développement de l'économie sociale (FDES) gérés par les CLD. Nous avons retenu les FDES dans la présente étude parce que, de l'avis des agents de développement, ces fonds sont adaptés à un type particulier d'entreprise, des coopératives et des OBNL qui n'ont pas de capital-actions. À l'exception donc des FDES, les fonds de développement fournissent généralement du capital propre aux entreprises (participation au capital-actions, prêts participatifs) d'une région ou d'une collectivité locale. Certains d'entre eux offrent des prêts mais ils le font avec la philosophie du capital de risque, c'est-à-dire en ne misant pas tant sur des garanties que sur le potentiel de développement de l'entreprise et sur les capacités de l'entrepreneur. De plus, il faut ajouter que les prêts sans garantie sont généralement considérés par les financiers comme partie prenante de l'avoir propre (d'où des effets leviers se situant entre 8 et 10 pour des prêts inférieurs à 50 000 \$),

même si au plan comptable, ces prêts sont comptabilisés comme dettes (Lévesque, Mendell, M'Zali, Martel et Desrochers, 2002).

Enfin, notons que les fonds retenus devaient avoir une certaine autonomie, c'est-à-dire des instances propres pour la prise de décision.³ Ceci est d'autant important dans la perspective du développement régional puisqu'à la différence d'un programme gouvernemental, les fonds régionaux et locaux apportent à la région ou à la collectivité locale non seulement des capitaux mais aussi des ressources humaines, soit de l'expertise et du capital social.⁴

LES DIVERSES ÉTAPES DE L'ENQUÊTE SUR LES FONDS

La cueillette s'est échelonnée sur deux mois, soit les mois de janvier et de février 2003. Le questionnaire qui a été utilisé pour recueillir l'information est presque en tous points semblable à celui utilisé lors de l'enquête de 1996. Certaines questions ont cependant été ajoutées afin d'obtenir de l'information supplémentaire sur la capitalisation.

Vous trouverez en annexe une copie du questionnaire qui a été utilisé pour la présente enquête. La collecte des données a été effectuée en deux temps : tout d'abord, nous avons envoyé par courrier électronique un questionnaire aux responsables de chaque fonds et, dans un second temps, nous avons effectué des relances téléphoniques afin de nous assurer du plus haut taux de réponses possible. Certains questionnaires ont été remplis directement par téléphone avec la personne responsable du fonds et d'autres nous ont été retournés par courrier électronique ou par télécopieur (fax).

Le Tableau 1 reprend dans le détail chacune des étapes de la recherche et présente pour chaque tâche effectuée les dates envisagées au départ dans la soumission et les dates réelles de leur réalisation. D'une part, la cueillette de données fut plus longue que prévue et d'autre part, le contrat pour la recherche fut finalisé également plus tard que prévu.

³ Lévesque, Benoît, (2001).

⁴ Voir en annexe la liste des fonds retenus et la liste des fonds répertoriés mais non étudiés.

TABLEAU 1
Échéancier prévu et suivi

TÂCHES	2003 DATES PRÉVUES	2003 DATES RÉELLES	RESPONSABLES
Préparation du questionnaire	début de la semaine du 6 janvier	Début de la semaine du 6 janvier	CRISES/IRECUS/GRCR
Envoi du questionnaire par courrier électronique	13 janvier au 14 février	13 janvier au 14 février	CRISES/IRECUS/GRCR
Relances téléphoniques	13 janvier au 14 février	du 13 janvier au 21 février	CRISES/IRECUS/GRCR
Codification de la base de données et production des premiers tableaux	dernier jour de la semaine du 14 février	semaine du 24 février	CRISES
Présentation des premiers tableaux au MFER	14 février	5 mars	IRECUS
Nettoyage de la base de données	S/O	mois de mars	CRISES
Production des tableaux et graphiques	S/O	mois de mars	CRISES
Analyse des tableaux et rédaction du rapport	S/O	du 24 au 31 mars	CRISES
Remise du rapport de recherche	28 février	30 avril	CRISES/IRECUS/GRCR

CHAPITRE I : PROFIL DES FONDS RÉGIONAUX ET LOCAUX

Dans ce chapitre, nous considérons à tour de rôle la répartition du nombre de fonds selon les régions administratives (1), selon l'année de création (2) et selon le statut juridique (3). Nous considérons également comment les fonds régionaux définissent leur mission (4) pour terminer avec les pourvoyeurs de capitaux, tels qu'identifiés par nos informateurs (5).

1.1. Répartition des fonds selon les régions administratives

Le premier tableau présente côte à côte la distribution des fonds par région administrative de 1996 et de 2002.

TABLEAU 2
Répartition des fonds selon les régions (1996 et 2002)*

RÉGIONS	1996		2002	
	Nombre de fonds	En %	Nombre de fonds	En %
Abitibi-Témiscamingue	19	8,2	31	6
Bas-Saint-Laurent	19	8,2	43	8,3
Centre-du-Québec			14	2,7
Chaudière-Appalaches	24	10,3	46	8,9
Côte-Nord	6	2,5	23	4,5
Estrie	23	9,9	31	6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	13	5,6	30	5,8
Lanaudière	7	3,0	22	4,3
Laurentides	11	4,7	31	6
Laval	3	1,2	6	1,2
Mauricie/Bois-Francs	17	7,3	38	7,4
Montréal	26	11,2	39	7,6
Nord-du-Québec	4	1,7	17	3,3
Outaouais	12	5,1	23	4,5
Québec	20	8,6	40	7,8
Saguenay-Lac- Saint-Jean	13	5,6	32	6,2
TOTAL	231	100	516	100

*Innovatech (4) non compris dans ce tableau parce que couvrant plusieurs régions

On voit d'emblée que de manière relative, les distributions de 1996 et de 2002 sont assez semblables. Les régions qui connaissent un léger déclin relatif du nombre de fonds sur leur territoire sont : Montréal (11,2 % des fonds en 1996 contre 6,3 % en 2002), l'Estrie (9,9 % des fonds en 1996 contre 6,1 % en 2002), l'Abitibi-Témiscamingue (8,2 % des fonds en 1996 contre 5,8 % en 2002) et la région de Chaudière-Appalaches (10,3 % des fonds en 1996 contre 8,9 % en 2002). À l'inverse, celles qui ont progressé d'un point de vue relatif sont : la

Montérégie qui passe de 6 % à 10,5 %, la Côte-Nord qui passe de 2,5 % à 4,7 % et le Nord-du-Québec qui passe de 1,7 % à 3,1 %.

Cependant, en termes absolus, le nombre de fonds a considérablement augmenté dans toutes les régions. La plupart des régions ont vu doubler, voire tripler, le nombre de fonds sur leur territoire. Quatre régions ont plus de 50 fonds, sept ont entre 30 et 50 fonds alors que six ont moins de 30 fonds. Si la région de Laval a moins de fonds que les autres régions, c'est sans doute parce qu'elle est en même temps une ville et une région administrative, qui n'a qu'un Centre local de développement (CLD). Les régions administratives qui comptent plusieurs MRC voient leur nombre de fonds locaux augmenter bien que d'autres facteurs puissent entrer en ligne de compte.

En effet, comme le montre le graphique 1, le nombre total de fonds régionaux et locaux à l'échelle de la province a presque triplé en 6 ans, passant de 231 en 1996 à 623 en 2002. En somme, en 1996, on retrouvait en moyenne 14 fonds par région administrative alors qu'en 2002 on en compte 36 par région.

1.2. Répartition des fonds selon l'année de leur création

Le graphique 2 montre l'évolution du nombre de fonds depuis 1990. L'année 1998 apparaît d'emblée comme celle d'une importante vague de création de fonds. En effet, 363 fonds ont été créés cette année-là, ce qui nous invite à établir un lien avec la mise sur pied des CLD, créés par le ministère des Régions en 1998. Les CLD gèrent chacun trois fonds pour la création d'entreprises, pour un grand total de 347 fonds répartis en trois catégories : le Fonds local d'investissement (FLI), le Fonds d'économie sociale (FDES) et le Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) (voir notre étude du portefeuille des fonds des CLD que nous avons réalisée pour l'Association des CLD du Québec : Lévesque, Mendell, M'Zali, Martel et Desrochers, 2002).

Dans le cadre de la présente recherche, les CLD ont bien répondu à l'appel en ce qui concerne le FLI (le fonds le plus important géré par les CLD), mais ils ont été moins nombreux à répondre pour le FDES et le FJP, des petits fonds beaucoup moins importants en termes de montants.

Le tableau 3 compare l'année de fondation des fonds présents en 1996 et en 2002. Si notre cueillette de données correspond bien à la réalité, on peut avancer que 63 fonds sont disparus au cours des cinq dernières années. En soi, cela ne doit pas nous surprendre puisque la plupart des fonds sont à durée limitée comme c'est le cas des sociétés régionales d'investissement bien que certaines se soient pérennisées. En revanche, il apparaît que les deux tiers (67,4 %) des fonds, que nous avons inventoriés, ont été créés au cours des cinq dernières années.

TABLEAU 3
Années de fondation des fonds présents en 1996 et 2002

ANNÉE	1996		2002	
	Nombre de fonds	en %	Nombre de fonds	en %
2002			8	1,6
2001			4	0,8
2000			3	0,6
1999			10	2
1998			262	51,8
1997			30	5,9
1996	45	20,2	59	11,7
1995	35	15,7	36	7,1
1994	12	5,4	11	2,2
1993	21	9,4	8	1,6
1992	18	8,1	6	1,2
1991	5	2,2	1	0,2
1990	11	4,9	7	1,4
1986-1989	39	17,9	37	7,3
1981-1985	29	12,6	20	4
1970-1980	7	3,1	3	0,6
Aucune			1	0,2
TOTAL	222	100	506	100,0
ND	9/231	4,5	14/520	2,7

1.3. Répartition des fonds selon le statut juridique

En 2002 comme en 1996, le statut juridique le plus fréquemment rencontré est celui d'Organisme à but non lucratif (OBNL). En 1996, 168 fonds sur 231 (74 %) étaient des OBNL. En 2002, 250 fonds sur 623 (40,8 %) se classaient directement dans cette catégorie. Cependant, si on ajoute à ce chiffre une bonne partie des fonds qui ont répondu n'avoir aucun statut juridique (voir tableau 4), on obtient un chiffre qui atteint les 90 %. Cette augmentation du nombre de fonds se réclamant du statut d'OBNL est attribuable principalement à la création des CLD qui sont, en vertu de la Loi sur le ministère des Régions, des OBNL. Respectivement en deuxième et troisième place en 2002, on retrouve les sociétés en commandite (ex. les Fonds régionaux de solidarité) et les organisations publiques ou parapubliques (ex. les SADC).

En 1996 de même qu'en 2002, les coopératives ainsi que le capital-actions privé, sont pratiquement absents, avec respectivement 1% des fonds pour les coopératives et 0,3% pour le capital-actions privilégié. Ces données nous indiquent que les fonds régionaux et locaux évoluent dans un domaine faiblement privé pour le secteur financier. Autrement dit, sans

l'intervention directe (les capitaux provenant directement de l'État comme pour les sociétés Innovatech, les FLI et les SADC) ou indirecte (à travers des avantages fiscaux comme c'est le cas des Fonds régionaux de solidarité), la plupart des fonds régionaux et locaux n'existeraient pas, d'autant plus que le capital de risque tend à privilégier les secteurs de la nouvelle économie. C'est ce que confirment également les objectifs socio-économiques que se sont donnés les fonds régionaux et locaux de développement.

TABLEAU 4
Statut juridique des fonds en 1996 et en 2002

STATUT JURIDIQUE	1996		2002	
	Nombre de fonds	%	Nombre de fonds	%
Aucun ⁵	2	0,9	218	42,7
Capital-actions privé	10	4,4	2	0,4
Coopérative	3	1,3	6	1,2
Organisation publique ou parapublique (provincial ou fédéral)	27	11,8	13	2,5
Organisme à but non lucratif (OBNL)	168	73,7	248	48,6
Société en commandite	18	7,9	23	4,5
Sous-total	228	100	510	100
Non disponible	3/231	0,01	10/520	1,9
TOTAL	231		520	

1.4. Répartition des fonds régionaux et locaux selon la mission

En 1996, les fonds étaient principalement axés sur le développement et le maintien de l'**emploi** (74 mentions pour 41 % des fonds), sur le développement du territoire (82 mentions pour 37 %) et sur le développement d'entreprises (74 mentions pour 34 %). En 2002, on retrouve en tête le **développement d'entreprises** avec une forte majorité (mentionné par 83 % des fonds comparativement à 33,6 % des fonds en 1996) et fournir « de l'aide technique » (mentionné par 79,8 % des fonds comparativement à 10,9 % en 1996). Cette évolution remarquable n'est certes pas étrangère à l'arrivée des CLD qui représentent le « guichet unique » pour les entreprises et qui ont du personnel pour l'encadrement des projets qu'ils financent. On peut donc conclure que les fonds régionaux et locaux sont **nettement plus orientés vers l'entreprise** et son soutien qu'il y a cinq ans.

De plus, l'offre de capital aux entreprises est beaucoup plus marquée que précédemment. En effet, « fournir du capital de risque » obtient 27,7 % en 2002 comparativement à 11,8 % en 1996. Toutefois, cette préoccupation demeure subordonnée à celle d'un **créneau relativement**

⁵ En 2002, l'énorme proportion de fonds que l'on retrouve dans la catégorie « Aucun » s'explique par le fait que les fonds gérés par les CLD (FLI, FDES, FJP) n'ont pas de statut à proprement parler. C'est le CLD qui a le statut d'OBNL. Par extension, on pourrait donc considérer les fonds de la catégorie « Aucun statut » comme relevant d'OBNL.

spécifique puisque « fournir des capitaux à des clientèles n'ayant pas accès au financement traditionnel » obtient 38,6 % en 2002 comparativement à 1,4 % en 1996, sans oublier « fournir des capitaux à des communautés spécifiques » qui obtient 27,4 % en 2002 comparativement à 8,2 % en 1996.

Dans cette visée, les fonds régionaux et locaux ne font pas du soutien à l'innovation un élément de leur mission puisque cette catégorie n'est que très faiblement choisie, aussi bien en 2002 avec 0,8 % des mentions qu'en 1996 avec 2,7 % des mentions (comme les fonds n'étaient pas limités dans leur choix, on peut dire que le soutien à l'innovation n'est effectivement pas une préoccupation au plan de la mission). Ceci dit, ce constat doit être nuancé à partir d'autres informations que nous analyserons plus loin, à savoir les secteurs privilégiés d'investissement (Chapitre IV) et la présence de fonds spécialisés dans le domaine de la nouvelle économie comme c'est le cas pour les Sociétés Innovatech (voir le Chapitre III).

Enfin, pour définir leur mission, les fonds régionaux et locaux ont choisi en moyenne trois mentions en 2002 (1995 mentions pour 614 fonds ayant répondu à la question) comparativement à une moyenne de 1,5 mentions en 1996 (328 mentions pour 220 fonds). En 2002, c'est à partir de l'entreprise que semble se définir la mission des fonds qui demeure orientée vers le développement régional et local, alors qu'en 1996 c'était à partir de l'emploi que les fonds soutenaient les entreprises dans la perspective du développement du territoire. Cette évolution correspond sans doute à l'arrivée des CLD, mais également à une conjoncture plus favorable à l'emploi. Mais, dans un cas comme dans l'autre, les fonds régionaux et locaux disent ainsi répondre à des besoins non satisfaits ou partiellement satisfaits par le secteur financier traditionnel.

TABLEAU 5
Mission des fonds présents en 1996 et en 2002

Missions	1996 (220 fonds)			2002 (511 fonds)		
	Nombre mentions	M ⁶ /N %	%	Nombre mentions	M/N %	%
Favoriser le développement d'entreprises	74	33,6	22,6	411	80,4	25,0
Favoriser le développement du territoire	82	37,3	25	229	44,8	13,9
Favoriser le développement d'emplois	91	41,4	27,7	139	27,2	8,4
Fournir de l'aide technique	24	10,9	7,3	387	75,7	23,5
Fournir du capital de risque	26	11,8	7,9	167	32,7	10,1
Fournir des capitaux à des communautés spécifiques (femmes, noirs, jeunes, immigrants)	18	8,2	5,5	159	31,1	9,7
Soutenir l'innovation, le développement technologique et l'exportation	6	2,7	1,8	5	1,0	0,3
Fournir des capitaux à ceux qui n'ont pas accès au financement traditionnel	3	1,4	0,9	145	28,4	8,8
Soutenir les travailleurs autonomes	4	1,8	1,2	4	0,8	0,2
TOTAL DES MENTIONS	328		100,0	1646		100,0

* Le total des pourcentages ne donne pas 100, puisque les fonds pouvaient choisir plus d'une mission.

⁶ N : de fonds retenus dans l'échantillon (220 en 1996 et 511 en 2002); M : Nombre de mentions (328 en 1996 et 1646 en 2002)

1.5. Principaux pourvoyeurs de capital aux fonds régionaux et locaux

Nous avons demandé à chacun des fonds de nous indiquer leurs principaux fournisseurs de capital (un fonds pouvant indiquer plusieurs fournisseurs, si cela correspond bien à la réalité). En 1996, les fonds régionaux et locaux ont identifié, dans l'ordre, le gouvernement fédéral (52,4 %), le Fonds de solidarité (40,6 %), le milieu (42,7 %) et le gouvernement du Québec (35 %). En 2002, l'ordre est inversé : le gouvernement du Québec arrive en tête avec 64,7 % des fonds, suivi du gouvernement fédéral avec 25 %, puis du Fonds de solidarité avec 18,8 %. Enfin, en 2002, le milieu (3,4 % des fonds) n'arrive plus parmi les quatre premières places puisqu'il est devancé sans doute faiblement par les banques et autres institutions financières (3,8 % mentionnées par 3,8 % des fonds).

Par ailleurs, la combinaison gouvernement québécois, gouvernement fédéral et Fonds de solidarité s'affirme à nouveau avec 72 % des mentions (664 sur un total de 907) en 2002 comparativement à 63,5 % en 1996. Cela dit, le gouvernement du Québec arrive en tête en 2002 non seulement pour les mentions (43,6 % de toutes les mentions ou 396 sur 907) mais aussi par le fait que deux fonds sur trois (396 fonds, soit 64,7 % de tous les fonds) disent avoir obtenu des capitaux du gouvernement du Québec alors qu'un fonds sur quatre (153 sur 620) identifie le gouvernement fédéral et un peu moins d'un sur cinq (115 sur 620) le Fonds de solidarité. À nouveau, le secteur privé est pratiquement absent comme pourvoyeur de fonds puisque les banques sont identifiées par 25 fonds (3,8 % des fonds) et le Mouvement Desjardins (Investissement Desjardins) par 11 fonds (1,8 %).

TABLEAU 6
Principaux pourvoyeurs de capital aux fonds régionaux et locaux

POURVOYEURS	1996 (143 fonds)			2002 (509 fonds)		
	Nombre mentions	M ⁷ /N %	%	Nombre mentions	M/N %	%
Fonds de Solidarité (Solideq et autres formes)	58	40,6	20,1	114	22,4	14,2
Gouvernement du Québec	50	35,0	17,4	280	55,0	34,9
Gouvernement fédéral	75	52,4	26,0	129	25,3	16,1
Milieu	61	42,7	21,1	21	4,1	2,6
Desjardins (Fédérations, Investissements)	9	6,3	3,1	11	2,2	1,4
Investisseurs privés et entreprises	13	9,1	4,5	17	3,3	2,1
Caisse de dépôt et placement du Québec	5	3,5	1,7	12	2,4	1,5
Banques et institutions financières	13	9,1	4,5	80	21,1	10,0
Fonds de pension ou de retraite	4	2,8	1,4	2	0,4	0,2
Autofinancement / autonome				5	1,0	0,6
Autres (Communautés religieuses, fondation, CDEC, ACEM, AMISK, SADC, MRC, Municipalité, CDEC, CLD, Associations syndicales locales)				132	26,0	16,3
TOTAL DES MENTIONS*	288		100,0	803		100,0

■ Un fonds pouvant indiquer plus d'une mention.

⁷ N : de fonds retenus dans l'échantillon (220 en 1996 et 511 en 2002); M : Nombre de mentions (328 en 1996 et 1646 en 2002)

CHAPITRE II : CAPITALISATION DES FONDS RÉGIONAUX ET LOCAUX

Le présent chapitre, qui porte sur la capitalisation des fonds régionaux et locaux, est divisé en cinq sections :

- Capitalisation des fonds régionaux et locaux entre 1996 et 2002
- Répartition de la capitalisation selon la taille des fonds
- Répartition de la capitalisation selon le type de fonds
- Répartition de la capitalisation selon les régions et leur population
- Montants investis et montants disponibles

À l'exception de la dernière section, les données recueillies en 2002 sont comparées à celles que nous avons compilées en 1996, ce qui nous permet d'avoir non seulement une vue précise de la capitalisation actuelle des fonds régionaux et locaux, mais aussi un aperçu de leur évolution au cours des six dernières années.

2.1. Capitalisation des fonds régionaux et locaux

La capitalisation des fonds régionaux et locaux répertoriés au Québec en 2002 s'établit à 1,5 G \$ (1 500 181 577 \$) alors qu'en 1996 elle était de 0,8 G \$ (761 174 000 \$). En six ans, soit de 1996 à 2002, les fonds régionaux et locaux ont donc connu une croissance de 88 %. Si l'on exclut les Sociétés Innovatech, la croissance des fonds régionaux et locaux est encore plus importante puisqu'elle atteint 126 % : la capitalisation est alors passée de 361 458 000 \$ à 817 181 577 \$ de sorte qu'elle a plus que doublé.

Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, l'année 1998, avec la création de 363 nouveaux fonds, explique sans doute en partie cette croissance. À cela, il faut ajouter la recapitalisation de certains fonds régionaux (ex. deuxième ronde et troisième ronde de capitalisation de certains fonds régionaux de solidarité) et de certains fonds locaux (ex. SOLIDE). Enfin, certains fonds ont connu un accroissement de leur capitalisation en raison de la forte rentabilité de certains de leurs investissements alors rendus à maturité (ex. Amisk). En revanche, les Sociétés Innovatech ont connu une croissance moins importante de leur capitalisation de 62 %, en dépit de la création d'une quatrième Société Innovatech pour les régions ressources.

Si cette croissance de la capitalisation des fonds régionaux et locaux est importante, il faut bien voir que, durant la même période, le capital de risque québécois est passé de 3,2 G \$ en 1996 à 11,2 G \$ en 2002 (Macdonald & Associates, Statistiques 1996 et 2002),⁸ soit un taux de croissance de 250 %. Autrement dit, la capitalisation des fonds régionaux et locaux a plus que doublé alors que celle de l'ensemble du capital-risque québécois a pratiquement quadruplé. Par conséquent, l'ensemble du capital-risque a connu une croissance deux fois plus forte que le

⁸ Pour 2002, voir Macdonald & Associates, **Bilan de l'industrie du capital-risque pour 2002** (Voir http://www.reseaucapital.com/Statistiques/Stat2002/Stats_2002_commentaires.pdf)

capital des fonds régionaux et locaux (et cela durant une période où le nombre de fonds régionaux et locaux a explosé). Enfin, il faut aussi relever qu'à l'heure actuelle la capitalisation des fonds régionaux et locaux ne représente en 2002 que 12,5 % de l'ensemble du capital-risque québécois alors qu'en 1996 elle en constituait 23,7 %. Il s'agit donc d'un recul important des fonds régionaux et locaux par rapport à l'ensemble du capital de risque québécois. Autre point de repère, les nouveaux capitaux recueillis par l'ensemble du capital-risque québécois pour la seule année 2002 est de 1,3 G \$, soit pratiquement l'équivalent de l'ensemble de la capitalisation des fonds régionaux et locaux.

2.2. Répartition de la capitalisation selon la taille des fonds régionaux et locaux

En chiffres absolus, le nombre de fonds régionaux et locaux a augmenté dans tous les niveaux de capitalisation. Toutefois, en termes relatifs, la structure des niveaux de capitalisation des fonds a connu des changements entre 1996 et 2002, comme le montre le tableau 7. Ainsi, on peut observer une augmentation importante du nombre de fonds ayant une capitalisation située entre 100 000 \$ et 499 999 \$ qui sont passés de 16,7 % des fonds en 1996 à 42,2 % en 2002. Autrement dit, la croissance du nombre des fonds régionaux et locaux s'est faite au profit des fonds locaux à faible capitalisation. Ces fonds à faible capitalisation sont pour la plupart gérés par les CLD (Fonds d'Économie Sociale, Fonds Jeunes Promoteurs et Fonds local d'investissement). De même, le nombre de fonds dont la capitalisation est située entre 500 000 \$ et 999 999 \$ a doublé au cours de la même période ; plusieurs de ces fonds sont des SOLIDE.

Par ailleurs, les fonds dont la capitalisation est de « 1 million \$ et plus » ont connu une décroissance relative de leur nombre puisqu'ils représentaient 52,8 % des fonds en 1996 alors qu'ils ne comptent plus maintenant que pour 30,4 % de l'ensemble des fonds régionaux et locaux. Comme il existe habituellement un lien entre la taille d'un fonds et les montants investis, on peut avancer qu'il existe une offre plus importante pour des petits montants, même si les fonds relevant de la microfinance (49 000 \$ et moins) ont, en toutes proportions diminué, passant de 4,1 % des fonds en 1996 à 2,8 % en 2002. Enfin, le fait que les petits fonds aient augmenté en nombre plus que les autres, n'entraîne pas nécessairement une mobilisation plus importante des capitaux (ce que nous verrons dans la prochaine section de ce chapitre).

TABLEAU 7
Répartition des fonds selon le niveau de capitalisation (1996 et 2002)

MONTANT	1996		2002	
	Nombre	(%)	Nombre	(%)
1 à 50 000	11	5,4	15	3,1
50 001 à 100 000	8	3,9	16	3,3
100 001 à 500 000	65	31,9	224	46,1
500 001 à 1 000 000	23	11,3	83	17,1
1 000 001 à 2 000 000	49	24,0	73	15,0
2 000 001 à 5 000 000	26	12,7	40	8,2
5 000 001 à 15 000 000	17	8,3	20	4,1
15 000 001 et plus	5	2,5	15	3,1
TOTAL	197	100,0	486	100,0

TABLEAU 7 - A
Répartition des fonds selon le niveau de capitalisation (1996 et 2002)

MONTANT \$	1996		2002	
	Nombre	(%)	Nombre	(%)
de 1 à 4 999	0	0,0	4	0,8
de 5 000 à 49 999	8	4,1	10	2,1
de 50 000 à 99 999	6	3,0	17	3,5
de 100 000 à 499 999	19	9,6	172	35,4
de 500 000 à 999 999	60	30,5	133	27,4
de 1 000 000 à 1 999 999	50	25,4	69	14,2
de 2 000 000 à 4 999 999	30	15,2	37	7,6
de 5 000 000 à 14 999 999	18	9,1	29	6,0
de 15 000 000 et plus	6	3,1	15	3,1
TOTAL	197	100,0	486	100,0

2.3. Répartition de la capitalisation selon les régions et leur population

L'analyse de la capitalisation des fonds sur le plan géographique prend en compte les grandes régions économiques (celles retenues par les Sociétés Innovatech) les régions administratives et les collectivités locales (MRC ou arrondissements de grandes villes). En considérant les grandes régions économiques du Québec, la croissance du capital des fonds suit des rythmes différents entre 1996 et 2002. Le tableau suivant montre que la part occupée par le capital des fonds des régions ressources et de Québec-Chaudière-Appalaches augmente en termes relatifs entre 1996 et 2002 puisqu'elle passe respectivement de 17,4 % et 17,1 %, à 25,1 % et 23,6 % de l'ensemble du capital des fonds alors que la part relative des fonds régionaux et locaux du grand Montréal et celle de Québec-Chaudière-Appalaches a diminué, passant respectivement de 54,8 % en 1996, à 43,7 % en 2002 dans le premier cas, et de 10,7 % à 7,6 % dans le second cas.

TABLEAU 8
Répartition du capital des fonds selon les grandes régions (1996 et 2002)

GRANDES RÉGIONS⁹	Montant avec INNOVATECH (1996)	(%)	Montant avec INNOVATECH¹⁰ (2002)	(%)	Fonds INNOVATECH (2002)
Grand Montréal	417 828 000 \$	54,8	655 245 599 \$	43,7	350 000 000 \$
Sud du Québec	81 000 000 \$	10,7	113 743 461 \$	7,6	48 000 000 \$
Québec-Chaudière-Appalaches	129 874 000 \$	17,1	354 226 117 \$	23,6	150 000 000 \$
Régions ressources	132 472 000 \$	17,4	376 966 400 \$	25,1	100 000 000 \$
TOTAL	761 174 000 \$	100	1 500 181 577 \$	100	648 000 000 \$
Nombre de répondants	169	-----	492	-----	4

Les taux de croissance de la capitalisation des quatre grandes régions du Québec sont également contrastés. Entre 1996 et 2002, il est de 56,9 % pour la grande région de Montréal, de 40,4 % pour le Sud du Québec, de 172,7 % pour la région Québec-Chaudière-Appalaches et de 185 % pour les régions ressources. Comme nous l'avons indiqué ailleurs, la grande région de Montréal est le siège social de nombreux fonds privés (ex. Schroders, Caisse de dépôt et placement, Fonds de travailleurs, etc.) qui ne sont pas comptabilisés comme fonds régionaux puisque non limités à ce territoire, mais leur présence n'en demeure pas moins significative au plan régional.

Considérons maintenant, non plus les quatre grandes régions du Québec, mais chacune des dix-sept régions administratives. Il apparaît alors que chacune d'entre elles a connu une augmentation du capital de ses fonds entre 1996 et 2002, sauf la région de la Côte-Nord (voir Tableau 9).

⁹ Découpage correspondant au territoire couvert par chacune des Sociétés Innovatech

¹⁰ 648 000 000 \$ pour l'ensemble des Innovatech.

TABLEAU 9
Répartition du capital des fonds (sans Innovatech) selon des
régions administratives (1996 et 2002)

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	1996		2002		Croissance de 1996 à 2002 (%)
	Montant en \$	(%)	Montant en \$	(%)	
Abitibi-Temiscamingue	28 867 000	7,9	44451782	5,20	+ 54
Bas-Saint-Laurent	26 282 000	7,2	49478538	5,80	+ 88
Centre-du-Québec	--	--	13819830	1,60	
Chaudière-Appalaches	26 097 000	7,1	96765712	11,40	+ 271
Côte-Nord	33 815 000	9,3	26275312	3,10	- 22
Estrie	32 324 000	9,9	51637318	6,10	+ 60
Gaspésie	7 978 000	2,2	30002699	3,50	+ 276
Lanaudière	6 635 000	1,8	27320527	3,20	+ 312
Laurentides	20 767 000	5,7	31876512	3,80	+ 53
Laval	10 000 000	2,7	22196000	2,60	+ 122
Mauricie/Bois-Francs	29 280 000	8	52499297	6,20	+ 79
Montérégie	24 824 000	6,8	69635533	8,20	+ 181
Montréal	29 942 000	8,2	94917674	11,20	+ 217
Nord-du-Québec	200 000	0,5	16491925	1,90	+ 8146
Outaouais	25 620 000	7	58685447	6,90	+ 129
Québec	23 497 000	6,4	53756317	6,30	+ 129
Saguenay-Lac-Saint-Jean	35 330 000	9,7	109970584	12,90	+ 211
TOTAL	361458 000	100	849781007	100,0	+ 135
N	169		482		

Les régions ayant connu les augmentations de capital les plus spectaculaires sont celles du Nord-du-Québec (croissance de 8146 % entre 1996 et 2002), de Lanaudière (augmentation de 312 %), de la Gaspésie (augmentation de 276 %), de Montréal (augmentation de 217 %) et du Saguenay-Lac-St-Jean (augmentation de 211 % à cause, dans ce cas-ci, des fonds Soccrent et Amisk). Les fonds de la Côte-Nord ont subi une dévolution de leur capital qui a été de 22 % entre 1996 et 2002. Les régions dont la capitalisation des fonds a évolué le moins sont celles de l'Abitibi-Témiscamingue (54 %), des Laurentides (56 %) et de l'Estrie (61 %).

La capitalisation par habitant¹¹ fournit une base comparative qui tient compte du poids démographique fortement contrasté des diverses régions.

¹¹ Le recensement de 1996 a déterminé que la population du Québec était alors de 7 138 000 habitants. Au 11 juillet 2002, l'Institut de la statistique du Québec estime que la population du Québec est de 7 444 563 habitants.

TABLEAU 10
Capitalisation des fonds (avec Innovatech) par habitant
selon des grandes régions économiques (1996 et 2002)

GRANDES RÉGIONS	Capital par habitant en \$	
	1996	2002
GRAND MONTRÉAL (Montréal, Laval, Launaudière, Laurentides, Montérégie, Outaouais)	94,34	137,58
SUD DU QUÉBEC (Estrie et Centre du Québec)	164,30	220,48
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES (Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie)	101,94	271,35
RÉGIONS RESSOURCES (Abitibi-Témiscamingue, Bas-St-Laurent, Gaspésie, Saguenay-Lac-St-Jean, Côte-Nord)	148,67	432,62
Capital par habitant dans l'ensemble des fonds du Québec	106,63	201,19
N	169	486

En 2002, le capital des fonds par habitant au Québec est de 201,51 \$ (en incluant les fonds Innovatech) comparativement à 106,63 \$ en 1996, soit une augmentation de 89 %. C'est dans les régions ressources que le capital par habitant est le plus élevé en 2002, alors que c'était le Sud du Québec qui détenait en 1996 le plus de capital par habitant. C'est également dans les régions ressources que la croissance du capital par habitant a été la plus forte avec un taux de croissance 191,2 %, tandis que la croissance la plus faible s'est produite dans le Sud du Québec avec 34,5 %.

TABLEAU 11
Capitalisation des fonds (sans Innovatech) par habitant
selon les régions administratives (1996 et 2002)

RÉGIONS	Capital par habitant (en \$)		
	1996	2002	Croissance (%)
Abitibi-Témiscamingue	188,67	299,11	+ 59
Bas-Saint-Laurent	127,50	245,55	+ 93
Centre-du-Québec		62,22	
Chaudière-Appalaches	131,83	247,62	+ 88
Côte-Nord	328,30	262,79	- 20
Estrie	116,27	176,54	+ 52
Gaspésie	75,98	305,41	+ 302
Lanaudière	17,69	67,74	+ 283
Laurentides	48,18	65,75	+ 36
Laval	30,30	61,80	+ 104
Mauricie/ Bois-Francs	61,64	202,12	+ 228
Montréal	19,70	71,28	+ 262
Montréal	16,86	37,59	+ 123
Nord-du-Québec	5,26	416,14	+ 7811
Outaouais	83,85	179,52	+ 114
Québec	37,12	82,64	+ 123
Saguenay-Lac-Saint-Jean	123,50	388,99	+ 215
Capital par habitant pour l'ensemble du Québec	51,19	114,15	+ 123
N	166	482	

En excluant les Innovatech parce qu'il est très difficile d'en faire la répartition selon les dix-sept régions administratives, le capital des fonds par habitant est de 109,77 \$ en 2002. Ce sont les régions du Nord-du-Québec (416,14 \$ par habitant), du Saguenay-Lac-St-Jean (388,99 \$), de la Gaspésie (305,41 \$), de l'Abitibi-Témiscamingue (299,11 \$) et de la Côte-Nord (262,79 \$) qui détiennent le plus de capital par habitant. Cette constatation confirme le niveau relativement élevé de capital par habitant des régions ressources. La situation était quelque peu différente en 1996, puisque les fonds de Chaudière-Appalaches et de l'Estrie étaient alors mieux positionnés en cette matière. En revanche, les régions de Montréal (51,24 \$ par habitant), de la Montérégie (52,30 \$), du Centre-du-Québec (62,22 \$), des Laurentides (67,02 \$) et de Lanaudière (67,74 \$) sont les moins capitalisées. En somme, la région de Montréal et les régions voisines sont, toute proportion gardée, moins capitalisées que les autres régions.

En moyenne, le capital des fonds par habitant a crû de 114,4 % entre 1996 et 2002. La plupart des régions ressources, à l'exception de la Côte-Nord où le capital des fonds par habitant a diminué de 24,9 % (ceci correspond à la décroissance du capital que ces fonds ont subi), ont

connu une forte croissance, soit 7811 % pour le Nord-du-Québec, 301 % pour la Gaspésie, 232 % pour la Mauricie, 214 % pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Toutefois, certaines régions centrales ont connu de forts taux de croissance de leur capital par habitant, soit 282 % pour la région de Lanaudière et 203 % pour Montréal (en termes absolus, ces deux régions demeurent, toute proportion gardée, parmi les moins capitalisées, avec respectivement 51,24 \$ et 67,74 \$ par habitant).

2.4. Répartition de la capitalisation selon les types de fonds

Selon le territoire couvert, les fonds peuvent être répartis en trois catégories : les fonds multi-régionaux (desservant plusieurs régions administratives), les fonds régionaux (une région administrative) et les fonds locaux (une MRC ou un arrondissement d'une ville). Comme le montre bien le tableau 12, la multiplication des fonds locaux qui sont passés de 153 fonds en 1996 à 441 en 2002, n'a pas entraîné une augmentation proportionnelle du capital réservé à ces fonds (24,7 % de la capitalisation allaient aux fonds locaux en 1996 comparativement à 23,6 % en 2002). Par ailleurs, les fonds régionaux dont le nombre a peu varié (46 fonds en 1996 comparativement à 51 en 2002), a connu une croissance relative (et absolue) de leur capital (24,9 % en 1996 comparativement à 34,2 % en 2002). En revanche, les fonds à caractère multi-régional ont vu leur capital diminuer, passant de 50,4 % en 1996 des capitaux réservés aux régions à 43,2 % en 2002. On peut penser qu'à l'avenir ces fonds verront leur capitalisation augmenter avec l'arrivée du nouveau fonds Capital régional et coopératif Desjardins dont une partie des 1,5 G \$ prévus devrait aller aux régions et aux coopératives.¹²

TABLEAU 12
Capitalisation des fonds selon leur couverture géographique (1996 et 2002)

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE	1996		2002	
	Capital en \$	%	Capital en \$	%
Local	196 351 128	24,7	337 375 706	22,5
Régional	187 811 558	24,9	512 405 301	34,2
Multi-régional	400 000 000	50,4	648 000 000	43,3
TOTAL	794 162 686	100,0	1 497 781 007	100,0

Comme l'indique le tableau 13, le capital moyen pour les **fonds locaux** a diminué mais la médiane est demeuré la même, soit 500 000 \$ (la moitié des 441 fonds locaux qui ont répondu à la question ont une capitalisation inférieure à 500 000 \$ alors que l'autre moitié a une capitalisation supérieure). Les **fonds régionaux** ont vu leur capitalisation moyenne plus que doubler, mais leur médiane est demeurée à 10 000 000 \$, et en 2002 cette médiane coïncide avec la moyenne. Enfin, les **fonds couvrant plusieurs régions administratives** ont vu leur moyenne et leur médiane augmenter.

¹² Dans son rapport annuel 2002, Capital régional et coopératif Desjardins mentionne que son capital-actions atteint maintenant 209,3 millions \$ au 30 décembre 2002 et que 32 millions \$ ont déjà été investis dans les régions de Montréal (63,5 %), de l'Estrie (16,4 %), de Québec (9,6 %), du Bas-St-Laurent (3,5 %), du Richelieu-Yamaska (3,2 %) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (3,8 %). Rapport annuel 2002, p. 7.

TABLEAU 13
Capital moyen et médian des fonds selon leur
couverture géographique (1996 et 2002)

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE	1996		2002	
	Moyen	Médiane	Moyen	Médiane
Local	1 28 340	500 000	777363,38	500000
Régional	4 300 252	10 000 000	10675110,44	10000000
Multi-régional	133 333 333	50 000 000	162000000,00	125000000
TOTAL	3 931 498	-----	3081853,92	500000,00

■ Pour 1996, l'analyse ANOVA est significative avec un F : 116,919 et pour 2002, un F : 464,842

2.5. Capital investi et capital disponible

Notre enquête révèle que plusieurs responsables de fonds régionaux et locaux ne semblent pas intéressés à fournir des informations précises sur le capital disponible de leur fonds pour de nouveaux investissements (dans certains cas, l'information précise est difficile à donner ou la question ne s'appliquait pas ; dans d'autres, il est possible que cette information ait été considérée trop stratégique). Ainsi, seulement 259 fonds sur les 623 (41,5 %) nous ont fourni cette information. Autrement dit, trois fonds sur cinq n'ont pas répondu à cette question. En conséquence il faut traiter l'information fournie avec prudence.

TABLEAU 14
Capital disponible par catégorie de fonds en 2002

FONDS	Capital disponible en \$	Capitalisation totale en \$*
Fonds locaux (237 fonds)	61 065 837	209 806 638
Fonds régionaux (19 fonds)	70 214 550	238 765 000
Fonds multi-régionaux (3 fonds)	9 642 830	498 000 000
TOTAL (253 FONDS)	140 923 217	946 571 638

■ * Capitalisation totale des fonds ayant répondu à la question du capital disponible.

Selon les données du tableau 14, la disponibilité du capital des fonds régionaux et locaux ne représente que 14,9 % de leur capitalisation totale. Si l'on compare ce pourcentage à celui de l'ensemble de l'industrie, il faut reconnaître qu'il est très faible. En effet, en 2002, le capital de risque disponible au Québec était de 3,8 G \$ pour un capital total de 11,2 G \$, soit 33,9 % de capital disponible pour investir. Si les fonds régionaux avaient la même disponibilité, cela représenterait non pas 124 millions \$ mais 309 millions \$. Pourquoi, les fonds régionaux ont-ils une si faible disponibilité ? À titre d'hypothèse, avançons au moins deux raisons. En premier lieu, les fonds régionaux et locaux n'ont pas de levées annuelles de fonds comparables à celles du capital de risque (pour la seule année 2002, l'industrie a réalisé des levées de l'ordre de 1 G \$). En deuxième lieu, les fonds régionaux et locaux étant souvent généralistes et moins sélectifs, on peut supposer que le capital disponible est placé plus facilement et plus rapidement.

Selon notre enquête, un **fond local** dont la capitalisation totale est de 500 000 \$ (médiane) a un montant disponible de 200 000 \$ (médiane) (40 % de la capitalisation totale). Un **fonds régional** dont la capitalisation totale est de 12 millions \$ (médiane) a un montant disponible de 500 000 \$ (4 % de la capitalisation totale). Enfin, un **fonds multirégional** dont la capitalisation totale est de 166 millions \$ a un montant disponible de 4 millions \$ (médiane) (2,4 % de la capitalisation totale). Si l'on s'en tient à ces données, il faudrait conclure que **les gros fonds (fonds multirégionaux et fonds régionaux) manquent de capitaux alors que les petits fonds ont plus de disponibilité**. Il est possible que les grands fonds manquent de capitaux. Ainsi, les Sociétés Innovatech qui regroupent 45 % du capital des fonds régionaux et locaux n'ont pas vu leur capital augmenter récemment. À l'exception peut-être des Fonds régionaux de solidarité et d'Amisk (en raison des plus-values réalisées), le capital disponible est apparemment fort réduit. En revanche, le cas des fonds locaux repose sur un autre mode de capitalisation, soit un prêt annuel d'environ 200 000 \$ du ministère des Régions, ce qui expliquerait en bonne partie un capital disponible plus important. Toutefois, comme ce prêt suppose que les capitaux de l'année précédente ont été utilisés, cela signifie qu'à la fin de l'année, le FLI n'a plus de capital disponible. Si cette analyse est exacte, il faut conclure que les fonds locaux comme les fonds régionaux et multirégionaux manquent de capital disponible. La question de l'utilisation judicieuse de ces capitaux reste ouverte.

CHAPITRE III : POLITIQUES D'INVESTISSEMENT (1996 ET 2002)

Le présent chapitre consacré aux politiques d'investissement porte essentiellement sur les points suivants : les entreprises privilégiées pour l'investissement (1), les secteurs privilégiés et exclus (2) les types d'investissement et de rémunération (3), les stades de développement privilégiés (4), les montants minimums et maximums (5), la durée de l'investissement (6). En cours de route, nous pourrions voir si ces politiques sont en cohérence ou non avec la mission des fonds régionaux et locaux qui s'est recentrée en 2002 sur l'entreprise, l'aide technique et l'offre de capital, sans oublier pour autant le développement du territoire et de l'emploi (voir le Chapitre I, section 1.4).

3.1. Types d'entreprises et secteurs privilégiés (ou exclus)

En 2002, un plus grand nombre de fonds régionaux et locaux disent privilégier « tout type d'entreprise », soit 51,4 % (311 sur 605) comparativement à 8 % (16 fonds sur 199) en 1996, ce qui s'expliquerait par la montée des fonds locaux notamment ceux relevant directement des CLD qui sont plus généralistes. Pour la même raison, un plus grand nombre de fonds disent privilégier les entreprises d'économie sociale 18% des fonds (109 sur 605) comparativement à 8,5 % (17 sur 199) en 1996.

En ce qui concerne les secteurs d'activité privilégiés, le secteur manufacturier occupe une place de choix puisqu'il est retenu par 66 % des fonds en 1996 et 52,4 % en 2001 (voir le tableau 15). Comme nous pouvons le constater, les répondants ont donné en moyenne 1,9 réponses aussi bien en 1996 qu'en 2002. Le second secteur privilégié en 2002 est le secteur des technologies avec 37,8 % des fonds comparativement à 11,9 % en 1996. Le tertiaire moteur qui arrivait en seconde position en 1996 avec 37,8 % des fonds, arrive en 2002 en troisième position avec 58,7 % en 1996. Le primaire est toujours privilégié par un tiers des fonds alors que l'économie sociale l'est maintenant par 19,5 % des fonds, soit exactement 114 fonds sur les 584 qui ont répondu à la question. Que retenir, sinon que les fonds régionaux et locaux couvrent un territoire restreint, mais sont par ailleurs réceptifs à une diversité de secteurs. Il existe tout de même des secteurs exclus comme le montre le tableau 16.

TABLEAU 15
Secteurs économiques privilégiés (1996 et 2002)

SECTEURS	1996 (201 fonds)			2002 (481 fonds)		
	Nombre de mentions	M/N	%	Nombre de mentions	M/N	%
Primaire	67	33,3	17,2	203	42,2	19,2
Manufacturier	134	66,7	34,4	305	63,4	28,9
Haute technologie et secteur à forte valeur	24	11,9	6,2	221	45,9	20,9
Services (tertiaire moteur)	118	58,7	30,3	204	42,4	19,3
Économie sociale	----	----		21	4,4	2,0
Tous les secteurs	47	23,4	12,2	102	21,2	9,7
NOMBRE TOTAL	390		100,0	1056		100,0

En 2002 comme en 1996, le commerce de détail représente le secteur exclu par le plus de fonds, même si cette exclusion a diminué considérablement en 2002 (34,7 % des fonds comparativement à 61,8 % en 1996). En 2002, les « secteurs à forte concurrence » sont le deuxième secteur exclus (par 31,6 % des fonds comparativement à 12 % en 1996). Par la suite, les principaux secteurs exclus en 2002 sont dans l'ordre les secteurs relatifs à la religion et au sexe (16,7 % des fonds comparativement à 8,4 % en 1996) et l'immobilier (8,3 % des fonds comparativement à 20,2 % en 1996). Enfin, une proportion plus grande de fonds n'exclut aucun secteur (22,4 % des fonds comparativement à 17,4 % en 1996). La plupart de ces changements sont attribuables à la multiplication des fonds locaux.

TABLEAU 16
Secteurs économiques exclus (1996 et 2002)

SECTEURS	1996 (179 fonds)			2002 (479 fonds)		
	Nombre de mentions	M/N	%	Nombre de mentions	M/N	%
Commerce de détail et en gros	110	61,8	36,42	199	41,5	28,9
Aucun secteur exclus	31	17,4	10,3	33	6,9	4,8
Restauration	28	15,7	9,3	32	6,7	4,6
Services aux personnes et services professionnels	51	28,7	16,9	73	15,2	10,6
Tourisme	1	1,1	0,7	-----	-----	-----
Secteurs à forte concurrence	22	12,4	7,3	182	38,0	26,4
Immobilier, hôtel, hébergement	36	20,2	11,9	48	10,0	7,0
Primaire	36	20,2	11,9	26	5,4	3,8
Secteurs relatifs à la religion, au sexe	15	8,4	5,0	96	20,0	13,9
TOTAL DES RÉPONSES	302		100,0	689		100,0

3.2. Types d'investissement et modes de rémunération

Entre 1996 et 2002, il s'est opéré des changements significatifs quant aux types préférés d'investissement. Ainsi, en 1996, les fonds ont fait en moyenne 2,25 choix (ce qui laisse à penser que les fonds utilisaient alors au moins deux types d'investissements) alors qu'en 2002, les fonds ont fait 1,7 choix en moyenne réduisant ainsi le nombre de types préférés d'investissement. De plus, en 1996, la plupart des fonds régionaux et locaux (90,3 %) préféraient investir sous forme d'actions ordinaires (voir tableau 17) alors qu'en 2002 les actions sont préférées par seulement 20,8 % des fonds (même si l'on ajoute 7 % pour les actions ordinaires et 7 % pour les actions privilégiées, on demeure loin de la situation qui prévalait en 1996). Les types d'investissements privilégiés, en 2002, sont les prêts non garantis pour 53,9 % des fonds auxquels s'ajoutent 21,8 % pour les prêts participatifs. Cette préférence pour les prêts non garantis est tout de même moins importante qu'en 1996, alors que l'exprimait 66,7 % des fonds. Enfin, les fonds de développement de l'économie sociale (FDES), gérés par les CLD ne réussissent pas à expliquer à eux seuls le fait que 206 fonds (34,8%) offrent également des subventions.

TABLEAU 17
Types d'investissement préférés (1996 et 2002)

Type d'investissement	1996 (213 fonds)			2002 (497 fonds)		
	Nombre de mentions	M/N	%	Nombre de mentions	M/N	%
Prêt (et prêts non garantis)	142	66,7	29,6	319	64,2	33,6
Prêt participatif	69	32,4	14,4	130	26,2	13,7
Garantie de Prêt	56	26,2	11,7	91	18,3	9,6
Actions (Capital action, actions ordinaires, actions privilégiées)	171	90,3	35,6	212	42,7	22,3
Subventions / dons	23	10,8	4,8	110	22,1	11,6
Autres (débentures, prêts sans intérêt, capital patient, titre convertible)	19	8,9	4,0	86	17,3	9,1
TOTAL DES RÉPONSES	480		100,0	948		100,0

Le tableau 18 montre que les modes de rémunération recherchés par les fonds régionaux et locaux ont varié entre 1996 et 2002. Bien que ce soit avec un recul de 14,2 %, les revenus d'intérêt arrivent toujours en tête aussi bien en 1996 avec 67 % qu'en 2002 avec 52,8 %. En revanche, les revenus de dividende connaissent une forte baisse comme mode de rémunération puisqu'ils passent de 44,1 % en 1996 à 19,5% en 2002. Tout cela est en cohérence avec les données sur les types préférés d'investissement (voir le tableau 17). De même, 36,4 % des fonds en 2002 comparativement à 14,7 % en 1996 disent qu'ils leur arrivent de ne demander aucune rémunération, ce qui correspondrait aux fonds qui disent consentir des subventions. Le nombre de fonds qui demandent des honoraires de gestion a augmenté considérablement en termes absolus (64 en 1996 comparativement à 206 en 2002) mais faiblement en termes relatifs

(30,3 % comparativement à 34,4 %). Par ailleurs, peu de fonds imposent des frais d'administration (4,3 % en 1996 comparativement à 5,3 % en 2002).

Ces changements apparents de politique d'investissement sont dus vraisemblablement à l'essor des fonds locaux qui s'est accentué à partir de 1997. Les « petits investissements » se réalisent à l'aide de prêts afin d'optimiser l'effet de levier dans la capitalisation des projets. Même, si d'un point de vue comptable, ces petits prêts font partie des dettes, il joue financièrement le rôle de complément à la contribution de l'entrepreneur. Ainsi, les investissements des fonds locaux ont un effet levier se situant entre 8 et 10 (voir la recherche sur le portefeuille des CLD réalisée par Lévesque et alii, 2002).

TABLEAU 18
Modes préférés de rémunération (1996 et 2002)

MODES	1996 (211 fonds)			2002 (599 fonds)		
	Nombre mentions	M ¹³ /N %	%	Nombre mentions	M ¹⁴ /N %	%
Revenu d'intérêt	142	67,2	36,3	316	52,8	31,6
Revenu de dividende	93	44,1	23,8	117	19,5	11,7
Appréciation de capital	49	23,2	12,5	71	11,9	7,1
Redevance	3	1,4	0,8	-----		
Honoraires de gestion	64	30,3	16,4	206	34,4	18,3
Frais d'administration	9	4,3	2,3	32	5,3	3,2
Aucune	31	14,7	7,9	**218	36,4	21,8
Autres formes de rémunération	-----			40	6,7	4,0
TOTAL *	391		100	1000		100

* Un même fonds a pu fournir plus d'une mention.

** Si l'on exclut le FDES, ce chiffre passe à 117 mentions (23,5%). Encore là, les FDES ne semblent pas avoir de préférences en ce qui a trait au mode de rémunération (voir Tableau 18, Annexe 6).

3.3. Stades de développement privilégiés et l'aide offerte

Entre 1996 et 2002, l'ordre des stades privilégiés de développement des entreprises s'est quelque peu modifié comme le montre bien le tableau 19. En 1996, l'expansion et le développement arrivaient en tête comme stade privilégié alors qu'en 2002, c'est le démarrage qui s'impose avec 99,3 % des fonds comparativement à 73 % des fonds en 1996. Parmi les autres changements, relevons le redressement ou la relance qui était privilégié en 1996 par 44,4 % des fonds comparativement à 18,4 % de fonds en 2002. Enfin, le pré-démarrage est moins privilégié en 2002 avec 9,3 % des fonds qu'en 1996 avec 12,2 % des fonds.

¹³ N : Nombre de fonds retenus dans l'échantillon (220 en 1996); M : Nombre de mentions (328 en 1996).

¹⁴ N : Nombre de fonds retenus dans l'échantillon (511 en 2002); M : Nombre de mentions (1646 en 2002).

TABLEAU 19
Stades de développement privilégiés (1996 et 2002)

Stade de développement	1996 (196 fonds)			2002 (507 fonds)		
	Nombre de mentions	M/N	%	Nombre de mentions	M/N	%
Prédémarrage	24	12,2	4,1	55	10,8	4,2
Démarrage	142	73,4	26,8	503	99,2	38,5
Expansion ou développement	228	116,3	43,1	421	22,5	8,7
Redressement ou Relance	87	44,4	16,4	112	60,6	23,5
Tous les niveaux	47	24,0	8,9	---	22,1	8,6
Autres	----			217	42,8	16,6
TOTAL DES RÉPONSES	529		100,0	1308		100,0

*Un même fonds peut fournir plus d'un choix.

Le capital de risque se définit par l'offre non seulement de capitaux mais aussi d'expertise et de soutien, voire de réseautage. Les fonds à faible capitalisation comme les SADC et les CLD fournissent généralement cette aide à partir d'un financement provenant des divers paliers de gouvernement. L'aide technique fournie directement (ex. FLI) ou indirectement (ex. les SOLIDE) n'est pas considérée comme du financement de pré-démarrage. Toutefois, cet accompagnement permet de bonifier certains projets et d'abandonner plus rapidement et possiblement à moindres coûts, des idées de projets qui n'offrent pas d'avenir. Ainsi, depuis 1996, les fonds locaux financent moins le pré-démarrage (conception du plan d'affaires par des ressources externes), mais accompagnent davantage les promoteurs. En effet, l'aide pour la conception des projets est offerte par 84,9 % des fonds en 2002 comparativement à 51,5 % en 1996 (voir le tableau 20).

Par ailleurs, l'aide à la gestion et la participation au conseil d'administration peut réduire les risques des projets retenus, ce que confirme notre étude des CLD (Lévesque, Mendell, M'Zali, Martel et Desrochers, 2002). Pour les fonds inventoriés, l'aide à la gestion des entreprises dans lesquelles un fonds investit, a augmenté puisqu'elle est maintenant offerte par 86 % des fonds comparativement à 79 % en 1996 (voir le tableau 21). En revanche, la participation des fonds au conseil d'administration ou encore à un comité de gestion n'a que faiblement variée depuis 1996 (voir le tableau 22). On comprendra que la plupart des petites entreprises n'ont pas de conseil d'administration ou même de comité de gestion.

TABLEAU 20
Aide offerte pour la conception de projets (1996 et 2002)

AIDE À LA CONCEPTION	1996		2002	
	N	(%)	N	(%)
OUI	87	51,5	330	84,6
NON	82	48,5	60	15,4
Sous Total	169	100	390	100,0
ND	36		130	
TOTAL	205		520	

TABLEAU 21
Aide offerte pour la gestion des entreprises (1996 et 2002)

AIDE À LA GESTION	1996		2002	
	N	(%)	N	(%)
OUI	158	79,0	339	86,0
NON	42	21,0	53	14,0
Sous Total	200	100,0	392	100,0
ND	31		130	
TOTAL	231		520	

*Le nombre 624 >N s'explique par l'existence de trois réponses non exclusives.

TABLEAU 22
Participation au CA des entreprises (1996 et 2002)

Participation au CA	1996		2002	
	N	(%)	N	(%)
OUI	80	43,5	190	48,4
NON	104	56,1	202	51,6
Sous Total	184	100,0	392	100,0
ND	47		128	
TOTAL	231		520	

*Le nombre 626 >N s'explique par l'existence de trois réponses non exclusives.

3.4. Montants minimums et maximums

Pour rendre compte des informations recueillies concernant la politique d'investissement, deux points restent encore à examiner. Le premier consiste à déterminer le montant minimum et le montant maximum que les fonds régionaux et locaux acceptent d'investir dans un projet. Le tableau 23 montre qu'en 2002, comme en 1996 les fonds régionaux et locaux acceptent à 97 % d'investir des montants minimums inférieurs à 50 000 \$. Par ailleurs, la grosse différence entre 1996 et 2002 provient du fait que 88,6 % des fonds acceptent d'investir 10,000 \$ et moins alors

qu'en 1996 seulement 36,6 % des fonds acceptaient de le faire. Ces données sont en cohérence avec la multiplication des fonds locaux et à faible capitalisation.

TABLEAU 23
Investissement minimum dans un projet (1996 et 2002)

MONTANT (\$)	1996		2002	
	Nombre de fonds	%	Nombre de fonds	%
0 à 3000	19	12,9	53	11,2
3 001 à 10 000	103	23,7	366	77,4
10 001 à 50 000	21	4,8	43	9,1
50 001 à 100 000	3	0,7	5	1,1
100 001 à 500 000	1	0,2	6	1,3
TOTAL	147	100	473	100

Concernant les montants maximums, le tableau 24 montre que les désirs d'investissement sont concentrés dans la zone 20 001 \$ à 50 000 \$ pour 35,1 % des fonds en 1996 et 44,0 % en 2002. Entre 1996 et 2002, c'est la zone 5 001 \$ à 20 000 \$ qui a connu la plus forte croissance passant de 5,4 % à 29,0 % des fonds. En revanche, c'est la zone de 50 001 \$ à 100 000 \$ qui a connu la plus forte décroissance passant de 32,7 % en 1996 à 3,9 % en 2002. Enfin, les fonds qui acceptent des investissements de 500 001 \$ et plus a connu une croissance entre 1996 et 2002 passant de 2,4 % des fonds à 7,0 %.

En somme, 93 % des fonds régionaux et locaux offrent des investissements de 500 000 \$ et moins, ce qui du point de vue du capital de risque représente des montants peu recherchés. En effet, les fonds de capital de risque qui investissent à l'échelle du Québec tels les fonds de travailleurs ne font pas d'investissements inférieurs à 1 million \$. De plus, l'investissement moyen de l'industrie du capital de risque au Québec est de 2,2 millions \$ (montant lui-même inférieur au CR canadien et *a fortiori* américain) (Macdonald & Associates, Rapport 2001). Autrement dit, comme l'ont montré Belze et Gauthier (2000), les fonds régionaux et locaux donnent habituellement priorité aux petites et moyennes entreprises alors que les fonds qui interviennent à l'échelle nationale et internationale mobilisent des capitaux beaucoup plus élevés. Cependant, comme nous l'avons indiqué ailleurs (Lévesque, Mendell, Martel, Comeau et Desrochers, 2002), les fonds régionaux et locaux peuvent s'engager dans des projets nécessitant des sommes plus élevés, mais dans le cadre d'une syndication (avec d'autres partenaires, y compris des fonds nationaux).

TABLEAU 24
Investissement maximum dans un projet (1996 et 2002)

INVESTISSEMENT \$	1996		2002	
	Nombre de fonds	%	Nombre de fonds	%
0 à 5000	12	5,9	15	2,5
5 001 à 20 000	11	5,4	173	29,0
20 001 à 50 000	72	35,1	*262	44,0
50 001 à 100 000	67	32,7	23	3,9
100 001 à 500 000	38	18,5	81	13,6
500 001 et plus	5	2,4	42	7,0
TOTAL	205	100	596	100

* Sans les FDES, ce chiffre passe à 161 (32,7%) (Voir Tableau 24, Annexe 6).

3.5. Durée de l'investissement

Moins de fonds acceptent en 2002 (9,8 %) d'investir pour une durée de moins d'une année qu'en 1996 (32,8 %). La durée minimale d'investissement la plus importante est celle de 2 et 3 ans aussi bien en 1996 avec 35,3 % des fonds qu'en 2002 avec 46,4 % des fonds. En somme, environ quatre fonds sur cinq (78,2 en 1996 et 79,7 % en 2002) acceptent des investissements pour une durée minimale de cinq ans et moins.

TABLEAU 25
Durée minimale de l'investissement désiré dans un projet (1996 et 2002)

DURÉE	1996		2002	
	N	%	N	%
jusqu'à 11 mois	39	32,8	28	9,4
12 mois à 23 mois	12	10,1	71	23,9
2 à 3 années	42	35,3	138	46,4
4 à 5 années	5	4,2	50	16,8
plus de 5 années	21	17,6	8	2,7
Aucune	-----		2	0,6
TOTAL	119	100	297	100
N/D	112 sur 231		326 sur 623	

Enfin, en 1996, la durée maximale la plus désirée était de 8 à 10 pour 44,3 % comparativement à 16,8 % en 2002 (voir le tableau 26). En revanche, en 2002, la durée maximale la plus désirée est 4 et 5 ans avec 47,2 % comparativement à 23,6 % en 1996. On peut supposer qu'avec la montée des fonds locaux, la durée moyenne désirée se situe maintenant plutôt vers 4 et 5 ans que vers plus de 5 ans. En effet, alors que 69,1 % des fonds acceptaient des investissements pour plus de 5 ans en 1996, ce pourcentage n'atteint maintenant que 48,4 %.

TABLEAU 26
Durée maximale des investissements (1996 et 2002)

ANNÉE	1996		2002	
	N	%	N	%
1 année	6	3,5	4	1,1
2 et 3 années	6	3,5	11	3,1
4 et 5 années	40	23,6	166	47,2
6 et 7 années	35	20,7	97	27,6
8 à 10 années	75	44,3	59	16,8
11 et plus	7	4,1	11	4,0
aucune	-----		3	0,8
TOTAL	169	100	351	100
N/D	62 sur 232		272 sur 623	

En conclusion, on peut retenir que la place importante prise par les fonds locaux modifie substantiellement le profil général des fonds québécois au niveau des politiques de financement observées. Les aspects : types d'entreprises financées, choix des secteurs d'investissement, capitaux minimums et maximums investis et outils de financement, sont certainement ceux qui présentent le plus de différence entre eux quand on compare les données recueillies en 1996 avec celles de 2002. En revanche, il existe plusieurs domaines où la variation entre 1996 et 2002 est moins significative.

ANNEXE 1

QUESTIONNAIRE

Préambule :

Le Centre de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et les entreprises d'économie sociales (CRISES) est un groupe de recherche interuniversitaire (UQÀM, Concordia, Université de Sherbrooke et Université Laval) qui œuvre dans le domaine de la sociologie économique.

Nous menons actuellement une recherche sur les fonds régionaux et locaux. Depuis 1996, c'est la quatrième fois que nous réalisons une telle étude. Cette fois, nous la faisons pour le compte du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche dans le cadre d'une commandite visant à assurer un suivi au *Rendez-vous des régions* et à la *Politique du plein emploi*.

Veillez prendre note que les informations que vous fournirez sur votre fonds resteront confidentielles : elles ne seront disponibles que de façon agrégée, soit par grandes catégories de fonds ou de régions. Enfin, prenez note que l'exercice devrait durer, au plus, une dizaine de minutes.

Questionnaire sur les fonds régionaux et locaux :

Renseignements généraux :

1. Dans quelle région opérez-vous ?
2. Quel est le nom du fonds que vous gérez (nom officiel) ?
3. Quelle est votre adresse ?
4. Quel est le numéro de téléphone ?
5. Quel est votre numéro de télécopieur ?
6. Quel est votre nom (et prénom) ?
7. Quelle est votre adresse de courrier électronique ?
8. En quelle l'année a été créé le fonds ?

Questions sur la capitalisation :

(Veillez ici répondre le plus précisément possible)

9. Quel est le montant des capitaux obtenus depuis la création (c'est-à-dire la capitalisation totale) ?
10. Quel est le montant (ou le % de la capitalisation totale) placé en réserve ?
11. Quel est le montant (ou le %) placé dans des placements peu risqués ?

12. Quel est le montant (ou le %) investi depuis la création ?
13. Quel est le montant (ou le %) encore disponible à l'investissement ?

Questions plus spécifiques visant à établir le profil du fonds :

14. Quelle est la mission du fonds ?
15. Quels sont vos critères de sélection des projets ?
16. Qui sont les principaux pourvoyeurs des ressources du fonds ?
17. Quel est le statut juridique du fonds ?
18. Quel type d'entreprise ou de population est desservie par le fonds ?
19. Quel est le niveau de développement des entreprises financées ? (pré-démarrage, démarrage, expansion)
20. Dans quelles régions effectuez-vous la majorité de vos investissements ? Et, approximativement, quelle est la répartition géographique de vos investissements ?
21. Quels sont vos secteurs économiques préférés ?
22. Y a-t-il des secteurs économiques que vous évitez ?
23. Pouvez-vous nous donner quelques exemples de projets que vous avez appuyés ?
24. Quels instruments utilisez-vous dans vos placements ?
25. En ce qui concerne la taille de vos investissements... quel est, selon vous, le minimum acceptable ?
26. Quel est le maximum que vous êtes prêts à investir dans un projet ?
27. Quelle est, pour vous, la taille idéale d'un investissement ?
28. Quel est le degré de participation minimum que vous attendez d'un entrepreneur que vous décidez de financer ?
29. Quel est le degré de participation maximum dont vous pouvez vous accommoder ?
30. Quel est le degré de participation idéal d'un entrepreneur ?
31. En général quel est l'horizon minimum de vos investissements ?
32. Quel est l'horizon maximal ?
33. Et quel est l'horizon préférable ?
34. Quel est le mode de rémunération attendue ?
35. Portez-vous une aide à la conception du projet ? (oui ou non)
36. Offrez-vous une aide à la gestion courante ? (oui ou non)
37. Participez-vous au conseil d'administration ou à un comité de gestion ?
38. Au Québec, à l'échelle de la province, estimez-vous que l'offre de capital de risque pour les régions est suffisante ?
39. Pour votre région, en particulier, l'offre de capital de risque est-elle suffisante ?

Date de l'entrevue téléphonique

ANNEXE 2

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Abitibi-Témiscamingue	Capital Amérique service PME
Abitibi-Témiscamingue	Comité de la condition féminine au Témiscamingue
Abitibi-Témiscamingue	Fonds de relance
Abitibi-Témiscamingue	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement d'Abitibi-Ouest
Abitibi-Témiscamingue	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC Rouyn-Noranda inc.
Abitibi-Témiscamingue	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement du Témiscamingue (CLDT)
Abitibi-Témiscamingue	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement Abitibi
Abitibi-Témiscamingue	Fonds d'économie sociale (FDES) du CLD de la Vallée-de-l'Or
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC Rouyn-Noranda inc.
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du CLD de la Vallée-de-l'Or
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement d'Abitibi-Ouest
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement du Témiscamingue (CLDT)
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement Abitibi
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement d'Abitibi-Ouest
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC Rouyn-Noranda inc.
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement du Témiscamingue (CLDT)
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Abitibi
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la Vallée-de-l'Or
Abitibi-Témiscamingue	Fonds régional de solidarité (FTQ) (Abitibi-Témiscamingue)
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Barraute-Senneterre-Quevillon inc.
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) d'Harricana
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) d'Abitibi-Ouest
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la Vallée de l'Or
Abitibi-Témiscamingue	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) du Témiscamingue
Abitibi-Témiscamingue	Fonds stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Rouyn-Noranda
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Barraute-Senneterre-Quevillon inc.

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Abitibi-Ouest
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la Vallée de l'or
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Rouyn-Noranda
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Harricana
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Témiscamingue
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC d'Abitibi et CLD
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC d'Abitibi-Ouest
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC de la Vallée-de-l'Or
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC du Témiscamingue
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC Rouyn-Noranda
Bas Saint-Laurent	Atena-réseau accès-crédit
Bas-Saint-Laurent	Fonds entreprises rurales (FER) de la (SADC) de la MRC de Rivière-du-Loup
Bas-Saint-Laurent	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) de la Matapédia inc.
Bas-Saint-Laurent	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MITIS
Bas-Saint-Laurent	Fonds d'Économie Sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Témiscouata
Bas-Saint-Laurent	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la région de Matane
Bas-Saint-Laurent	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup
Bas-Saint-Laurent	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Rimouski-Neigette (CLD)
Bas-Saint-Laurent	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement des Basques
Bas-Saint-Laurent	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement du Kamouraska
Bas-Saint-Laurent	Fonds Entreprises Rurales (FER) de la (SADC) du Kamouraska
Bas-Saint-Laurent	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de La Mitis
Bas-Saint-Laurent	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement du Kamouraska
Bas-Saint-Laurent	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) de la Matapédia inc.
Bas-Saint-Laurent	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la région de Matane
Bas-Saint-Laurent	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup
Bas-Saint-Laurent	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
	de Rimouski-Neigette (CLD)
Bas-Saint-Laurent	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Témiscouata
Bas-Saint-Laurent	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement des Basques
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) de la Matapédia inc.
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de La Mitis
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de Témiscouata
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la région de Matane
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Rimouski-Neigette (CLD)
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement des Basques
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement du Kamouraska
Bas-Saint-Laurent	Fonds régional de solidarité (FTQ) Bas St-Laurent
Bas-Saint-Laurent	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la MRC de Matane
Bas-Saint-Laurent	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la MRC de Matapédia inc.
Bas-Saint-Laurent	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la MRC de Rivière-du-Loup
Bas-Saint-Laurent	Fonds stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la Neigette
Bas-Saint-Laurent	Fonds stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Témiscouata
Bas-Saint-Laurent	Fonds stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC)
Bas-Saint-Laurent	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de MITIS
Bas-Saint-Laurent	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) des Basques
Bas-Saint-Laurent	Investissement Desjardins - Région Bas St-Laurent
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MITIS
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Matane
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Rivière-du-Loup
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Témiscouata
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) des Basques inc.
Région	Nom
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC)

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité de la Neigette (SADC)
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Matapédia inc.
Bas-Saint-Laurent	SOLIDE de la MRC de la Matapédia
Bas-Saint-Laurent	SOLIDE de la MRC de la Mitis
Bas-Saint-Laurent	SOLIDE de la MRC de Matane
Bas-Saint-Laurent	SOLIDE de la MRC de Rivière-du-Loup
Bas-Saint-Laurent	SOLIDE de la MRC des Basques
Bas-Saint-Laurent	SOLIDE de la MRC Rimouski-Neigette
Bas-St-Laurent, Saguenay-Lac-St-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine Nord-du-Québec	Innovatech régions ressources
Centre-du-Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.
Centre-du-Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Bécancour inc.
Centre-du-Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC d'Arthabaska
Centre-du-Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de l'Érable
Centre-du-Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska
Centre-du-Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de l'Érable
Centre-du-Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.
Centre-du-Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Bécancour inc.
Centre-du-Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC d'Arthabaska
Centre-du-Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska
Centre-du-Québec	Fonds local d'investissement (FLI) de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.
Centre-du-Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de Bécancour inc.
Centre-du-Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC d'Arthabaska
Centre-du-Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de l'Érable

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Centre-du-Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska
Centre-du-Québec	Fonds régional de solidarité FTQ Centre-du-Québec
Centre-du-Québec	SOLIDE de la MRC de Bécancour
Centre-du-Québec	SOLIDE de la MRC de Drummond
Centre-du-Québec	SOLIDE de la MRC de Nicolet-Yamaska
Chaudière-Appalaches	Accès-capital Québec-Chaudière-Appalaches
Chaudière-Appalaches	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de l'Amiante
Chaudière-Appalaches	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de l'Amiante
Chaudière-Appalaches	Centre d'aide aux entreprises (CAE)Beauce-Chaudière inc.
Chaudière-Appalaches	Centre d'initiatives pour l'emploi local (CIEL) MRC de Lotbinière
Chaudière-Appalaches	CODIJE Fonds de développement industriel de St-Jean-Port-Joli
Chaudière-Appalaches	Fonds de développement économique Lotbinière
Chaudière-Appalaches	Fonds de développement industriel régional de Thetford-Mines (Laprade)
Chaudière-Appalaches	Fonds de diversification économique
Chaudière-Appalaches	Fonds Entreprises rurales (FER) de la SADC de Bellechasse-Etchemins
Chaudière-Appalaches	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Chaudière-Appalaches	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (CAE) Montmagny-L'Islet
Chaudière-Appalaches	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la SADC de Bellechasse-Etchemins
Chaudière-Appalaches	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Bellechasse-Etchemins
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC de Beauce-Sartigan
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC de Bellechasse
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC de Desjardins
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC de la Nouvelle-Beauce
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC de l'Amiante
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC de Lotbinière
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC de Montmagny
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC Les Etchemins
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC l'Islet
Chaudière-Appalaches	SOLIDE de la MRC Robert-Cliche
Chaudière-Appalaches	CAE Montmagny-L'Islet
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) de la Nouvelle-Beauce
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (C.L.D.) de la MRC de l'Amiante
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) de Beauce-Sartigan
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de l'Islet

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Desjardins et des chutes de la Chaudière
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Montmagny
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC Robert-Cliche
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC des Etchemins
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Municipalité régionale de comté de Bellechasse inc.
Chaudière-Appalaches	Fonds d'économie sociale (FDES) du CLD de la MRC de Lotbinière
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) de la Nouvelle-Beauce
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (C.L.D.) de la MRC de l'Amiante
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) de Beauce-Sartigan
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de l'Islet
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Desjardins et des chutes de la Chaudière
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Montmagny
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC des Etchemins
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC Robert-Cliche
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Municipalité régionale de comté de Bellechasse inc.
Chaudière-Appalaches	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du CLD de la MRC de Lotbinière
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (C.L.D.) de la MRC de l'Amiante
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) de Beauce-Sartigan
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de l'Islet
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de Montmagny
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC Robert-Cliche
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement des Etchemins
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Lévis

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Municipalité régionale de comté de Bellechasse inc.
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la MRC de Lotbinière
Chaudière-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la Nouvelle Beauce
Côte-Nord	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) de Caniapiscou
Côte-Nord	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Basse-Côte-Nord
Côte-Nord	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Haute-Côte-Nord (CLDHNC)
Côte-Nord	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Sept-Rivières inc.
Côte-Nord	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Manicouagan
Côte-Nord	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement Minganie
Côte-Nord	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) de Caniapiscou
Côte-Nord	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Basse-Côte-Nord
Côte-Nord	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Haute-Côte-Nord (CLDHNC)
Côte-Nord	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Sept-Rivières inc.
Côte-Nord	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Manicouagan
Côte-Nord	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement Minganie
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) de Caniapiscou
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Basse-Côte-Nord
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Haute-Côte-Nord (CLDHNC)
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de Sept-Rivières inc.
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Manicouagan
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Minganie
Côte-Nord	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Côte-Nord	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la Côte-Nord
Côte-Nord	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
	Manicouagan
Côte-Nord	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Haute Côte-Nord
Côte-Nord	Société de financement du saguenay
Côte-Nord	SOLIDE de la Basse-Côte-Nord (Kégaska-Blanc Sablon)
Côte-Nord	SOLIDE de la MRC de Caniapiscau
Côte-Nord	SOLIDE de la MRC de la Haute-Côte-Nord
Côte-Nord	SOLIDE de la MRC de la Minganie
Côte-Nord	SOLIDE de la MRC de Manicouagan
Côte-Nord	SOLIDE de la MRC des Sept-Rivières
Estrie	Capital Amérique – Services PME (anciennement Accès Capital Estrie)
Estrie	Fonds d'aide aux entreprises de l'économie sociale
Estrie	Fonds de développement industriel Richmond-Wolfe inc(Laprade)
Estrie	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) du Haut-St-François
Estrie	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Coaticook
Estrie	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement économique de la MRC du Val-St-François
Estrie	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC d'Asbestos
Estrie	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Memphrémagog
Estrie	Fonds d'économie sociale (FDES) de la Société économique de développement de la région Sherbrookoise (C.L.D.)
Estrie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) de la MRC du Granit
Estrie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) du Haut-St-François
Estrie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Coaticook
Estrie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement économique de la MRC du Val-St-François
Estrie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC d'Asbestos
Estrie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Memphrémagog
Estrie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) de la Société économique de développement de la région Sherbrookoise (C.L.D.)
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) du Haut-St-François
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de Coaticook
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement économique de la MRC du Val-St-François

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC d'Asbestos
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de Memphrémagog
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la MRC du Granit
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) de la Société économique de développement de Sherbrooke (C.L.D.)
Estrie	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Estrie	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la région de Mégantic
Estrie	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) du Haut-St-François
Estrie	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la région d'Asbestos
Estrie	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la SADC de la région de Coaticook
Estrie	Initiation au développement entrepreneurial de l'Estrie (IDEE) - Cercles d'emprunt de IDEE
Estrie	Investissement Desjardins - Région Estrie
Estrie	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Haut Saint-François
Estrie	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Région d'Asbestos
Estrie	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la région de Coaticook
Estrie	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la région de Mégantic
Estrie	SOLIDE de la MRC de Coaticook
Estrie	SOLIDE de la MRC de Memphrémagog
Estrie	SOLIDE de la MRC Haut-Saint-François
Estrie	SOLIDE de la MRC Val-Saint-François
Estrie, Montérégie, Centre-du-Québec,	Société Innovatech du sud du Québec
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) des Îles-de-la-Madeleine
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC du Rocher-Percé
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Côte de Gaspé
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de La Haute-Gaspésie
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC d'Avignon inc.
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Bonaventure
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) des Îles-de-la-Madeleine

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC du Rocher-Percé
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Côte de Gaspé
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de La Haute-Gaspésie
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC d'Avignon inc.
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Bonaventure
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) des Îles-de-la-Madeleine
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC du Rocher-Percé
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Côte de Gaspé
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de La Haute-Gaspésie
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC d'Avignon inc.
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de Bonaventure
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) Îles-de-la-Madeleine
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Îles-de-la-Madeleine
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Baie-des-Chaleurs
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Gaspé
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Gaspé-Nord, Sainte-Anne-des-Monts
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Rocher-Percé
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	SOLIDE de la MRC d'Avignon
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	SOLIDE de la MRC de Bonaventure
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	SOLIDE de la MRC de Côte-de-Gaspé
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	SOLIDE de la MRC Denis Riverin
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	SOLIDE de la MRC des Îles-de-la-Madeleine
Gaspésie-Îles-de-la Mad.	SOLIDE de la MRC du Rocher-Percé
Gaspésie-Iles-De-La-Madeleine	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Gaspé
Gaspésie-Iles-De-La-Madeleine	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Gaspé-Nord, Sainte-Anne-des-Monts
Gaspésie-Iles-De-La-	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) du Rocher-Percé

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Madeleine	
Gaspésie-Iles-De-La-Madeleine	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la Baie-des-Chaleurs
Lanaudière	Fonds de développement économique (Laprade) de Berthier-Maskinongé-Lanaudière
Lanaudière	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) MRC de L'Assomption
Lanaudière	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Matawinie
Lanaudière	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Montcalm
Lanaudière	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Municipalité régionale de comté d'Autray
Lanaudière	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement économique des Moulins
Lanaudière	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement Joliette
Lanaudière	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) MRC de L'Assomption
Lanaudière	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Matawinie
Lanaudière	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Montcalm
Lanaudière	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Municipalité régionale de comté d'Autray
Lanaudière	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement économique des Moulins
Lanaudière	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement Joliette
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) MRC de L'Assomption
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Matawinie
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de Montcalm
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Municipalité régionale de comté de d'Autray
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement économique des Moulins
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Joliette
Lanaudière	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Lanaudière	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) d'Autray-Joliette
Lanaudière	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Matawinie Inc.
Lanaudière	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) D'Achigan-Montcalm

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Lanaudière	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Autray-Joliette
Lanaudière	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Matawinie Inc.
Lanaudière	SOLIDE de la MRC de Joliette
Lanaudière	Fonds d'investissement local (FIL) de Montcalm (COFILM) deviendra SOLIDE dans 2 semaines (changement de nom)
Lanaudière	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Achigan-Montcalm
Laurentide	Fonds Entreprises rurales (FER) de la (SADC) des Laurentides
Laurentide	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) d'Antoine-Labelle
Laurentide	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) des Laurentides
Laurentides	Cercle d'emprunt thérèse de Blainville
Laurentides	Cercles d'emprunt d'Argenteuil-projets communautaires des Laurentides
Laurentides	Fonds communautaire d'Accès au micro-crédit
Laurentides	Fonds d'investissement en économie sociale (FDES) de la MRC de Deux-Montagnes
Laurentides	Fonds d'aide à l'entreprise (FAE)
Laurentides	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC d'Argenteuil
Laurentides	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC d'Antoine-Labelle
Laurentides	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC des Laurentides
Laurentides	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Mirabel Secteur Saint-Janvier
Laurentides	Fonds d'économie sociale (FDES) du CLD Rivière du Nord (SODESJ)
Laurentides	Fonds d'économie sociale (FDES) de la Société de développement économique des Pays-d'en-Haut (CLD)
Laurentides	Fonds d'économie sociale (FDES) de la Société de développement économique Thérèse-de Blainville (CLD)
Laurentides	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) des Deux-Montagnes
Laurentides	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC d'Argenteuil
Laurentides	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC d'Antoine-Labelle
Laurentides	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC des Laurentides
Laurentides	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Mirabel Secteur Saint-Janvier
Laurentides	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du CLD Rivière du Nord (SODESJ)
Laurentides	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) de la Société de développement économique des Pays-d'en-Haut (CLD)

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Laurentides	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) de la Société de développement économique Thérèse-De Blainville (CLD)
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD Rivière du Nord (SOSESJ)
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC d'Argenteuil
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC d'Antoine-Labelle
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC des Laurentides
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Mirabel Secteur Saint-Janvier
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la MRC de Deux-Montagnes
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) de la Société de développement économique des Pays-d'en-Haut (CLD)
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) de la Société de développement économique Thérèse-De Blainville (CLD)
Laurentides	Fonds régional de solidarité (FTQ) (Laurentides)
Laurentides	Projets communautaires des Laurentides Fonds d'emprunt communautaire féminin
Laurentides	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Antoine-Labelle
Laurentides	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) des Laurentides
Laurentides	SOLIDE de la MRC d'Argenteuil
Laurentides	SOLIDE de la MRC de Rivière-du-Nord
Laurentides	SOLIDE de la MRC des Laurentides
Laurentides	SOLIDE de la MRC des Pays-d'en-Haut
Laurentides, Lanaudière, Laval	Capital-Amérique Laval-Laurentides-Lanaudière
Laval	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Laval
Laval	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Laval
Laval	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Laval
Laval	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Laval	Laval Technopole/ CLD LAVAL
Laval	Société communautaire lavalloise d'emprunt (SOCLE)
Laval	SOLIDE de Laval
Mauricie	CAE Trois-Rivières
Mauricie	FONDEL Drummond (Laprade)
Mauricie	Fonds de développement économique (Laprade) St-Maurice inc.
Mauricie	Fonds d'économie sociale (FDES) de Mékinac

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Mauricie	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) de la MRC de Maskinongé
Mauricie	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) du Haut-St-Maurice
Mauricie	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Francheville
Mauricie	Fonds d'économie sociale (FDES) du Conseil local de développement du Centre-de-la-Mauricie (CLD)
Mauricie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) de la MRC de Maskinongé
Mauricie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) du Haut-St-Maurice
Mauricie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Francheville
Mauricie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du CLD de Mékinac
Mauricie	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Conseil local de développement du Centre-de-la-Mauricie (CLD)
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) de la MRC de Maskinongé
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) du Haut-St-Maurice
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la MRC des Chenaux
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de Mékinac
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du Conseil local de développement du Centre-de-la-Mauricie (CLD)
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de Trois-Rivières
Mauricie	Fonds régional de solidarité (FTQ) Mauricie
Mauricie	Groupe Énergie INC.
Mauricie	SOLIDE de la Francheville
Mauricie	SOLIDE de la MRC Centre-de-la-Mauricie
Mauricie	SOLIDE de la MRC de Maskinongé
Mauricie	SOLIDE de la MRC du Haut-Saint-Maurice
Mauricie	SOLIDE de la MRC Mékinac
Mauricie, Centre-du-Québec	Capital-Amérique Centre-du-Québec
Mauricie-Bois-Francs	Centre d'initiative pour l'emploi local (CIEL) Nicolet-Centre
Mauricie-Bois-Francs	Centre d'initiative pour l'emploi local (CIEL) Nicolet-Est
Mauricie-Bois-Francs	Fonds de développement économique (Laprade) Trois-Rivières
Mauricie-Bois-Francs	Fonds de développement économique Champlain inc. (Laprade)
Mauricie-Bois-Francs	Fonds de développement industriel action (Laprade)
Mauricie-Bois-Francs	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) Centre-de-la-Mauricie
Mauricie-Bois-Francs	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) Arthabaska-Érable
Mauricie-Bois-Francs	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la Vallée-de-Batiscan

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Mauricie-Bois-Francs	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) du Centre de la Mauricie
Mauricie-Bois-Francs	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la MRC Nicolet-Bécancour
Mauricie-Bois-Francs	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la MRC Maskinongé
Mauricie-Bois-Francs	Investissements Mauricie-Bois-Francs-Drummond (Société Régionale d'Investissement)
Mauricie-Bois-Francs	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Centre-de-la-Mauricie
Mauricie-Bois-Francs	Société D'aide Au Développement De La Collectivité (SADC) de Nicolet-Bécancour
Mauricie-Bois-Francs	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Arthabaska-Érable
Mauricie-Bois-Francs	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Maskinongé
Mauricie-Bois-Francs	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la Vallée de la Batiscan
Montréal	Capital-Amérique Montréal
Montréal	Centre d'aide aux entreprises (CAE) de la Rive Sud inc.
Montréal	Cercles d'entraide de la Rive-Sud
Montréal	Fonds de développement économique (Laprade) de Richelieu
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) de Lajemmerais
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement au Coeur de la Montréal
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement Beauharnois-Salaberry
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Brome-Missisquoi
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Champlain
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement De la MRC Les Maskoutains
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la région d'Acton
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Vallée-du-Richelieu
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Roussillon
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Vaudreuil-Soulanges
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement des Jardins-de-Napierville
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement du Bas-Richelieu

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement du Haut-Saint-Laurent
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD)
Montréal	Fonds d'économie sociale (FDES) du CLD Haute-Yamaska
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) de Lajemmerais
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement au Coeur de la Montréal
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement Beauharnois-Salaberry
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Brome-Missisquoi
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Champlain
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC Les Maskoutains
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la région d'Acton
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Vallée-du-Richelieu
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Roussillon
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Vaudreuil-Soulanges
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement des Jardins-de-Napierville
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement du Bas-Richelieu
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement du Haut-Saint-Laurent
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du CLD Haute-Yamaska
Montréal	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD)
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) de Lajemmerais
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement au Coeur de la Montréal
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Beauharnois-Salaberry
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Brome-Missisquoi
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC Les Maskoutains
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la région d'Acton

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Vallée-du-Richelieu
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Longueuil
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Roussillon
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Vaudreuil-Soulanges
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement des Jardins-de-Napierville
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement du Bas-Richelieu
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement du Haut-Saint-Laurent
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD Haute-Yamaska
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD)
Montréal	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Montréal	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la région d'Acton inc.
Montréal	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) du Bas Richelieu
Montréal	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la région d'Acton inc.
Montréal	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas Richelieu
Montréal	Société régionale d'investissement capital Montréal
Montréal	SOLIDE de la MRC d'Acton
Montréal	SOLIDE de la MRC de Beauharnois-Salaberry
Montréal	SOLIDE de la MRC de la Vallée-du-Richelieu
Montréal	SOLIDE de la MRC de Roussillon
Montréal	SOLIDE de la MRC de Vaudreuil-Soulanges
Montréal	SOLIDE de la MRC des Jardins-de-Napierville
Montréal	SOLIDE de la MRC des Maskoutains
Montréal	SOLIDE de la MRC du Bas-Richelieu
Montréal	SOLIDE de la Ville de Longueuil
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC Rosemont / Petite Patrie
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Lachine
Montréal	Association Communautaire d'Emprunt de Montréal (ACEM)
Montréal	Capital-Amérique Montréal
Montréal	Cercle d'emprunt Afrique au féminin
Montréal	Cercle d'emprunt de la CDEST
Montréal	Cercles d'emprunt de Montréal
Montréal	Corporation de développement d'affaires Mathieu da Costa

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Montréal	FACILE (Fonds ACEM-CDEC pour les initiatives locales d'entrepreneurs)
Montréal	FIDEC (affilié à la SODEC)
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC de l'EST (CDEST)
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC Ahuntsic/Cartierville
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC Centre-Nord
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de La CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC NDG/CDN
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la Société de développement économique Ville-Marie
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la SODEC de RDP/PAT
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Anjou / Montréal-Est
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Mont-Royal Outremont
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Verdun
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Lasalle : Mandat à la CDEC
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de l'Ouest de l'Île / West Island
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest (RESO)
Montréal	Fonds régional de solidarité (FTQ) (Montréal)
Montréal	Investissement Desjardins - Région Montréal
Montréal	Reso Investissement INC
Montréal	Société d'investissement jeunesse
Montréal	SODEC
Montréal	SOLIDE d'Ahuntsic-Cartierville
Montréal	SOLIDE de Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce
Montréal	SOLIDE de Mercier / Hochelaga-Maisonneuve (CDEST)
Montréal	SOLIDE de Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles
Montréal	SOLIDE de Rosemont / Petite Patrie
Montréal	SOLIDE de Ville-Marie
Montréal	SOLIDE de Villeray / Saint-Michel / Parc-Extension
Montréal	SOLIDE du Centre-Sud / Plateau-Mont-Royal
Montréal	SOLIDE du Sud-Ouest de Montréal
Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie, Outaouais	Innovatech du Grand Montréal
Nord-du-Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Baie-James

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Nord-du-Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du CLD de Kativik
Nord-du-Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Baie-James
Nord-du-Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du CLD Kativik
Nord-du-Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Baie-James
Nord-du-Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Kativik
Nord-du-Québec	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Manicouagan Côte-Nord
Nord-du-Québec	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Nord-du-Québec	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Chibougamau-Chapais
Nord-du-Québec	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Chibougamau-Chapais
Nord-du-Québec	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Matagami
Nord-du-Québec	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Matagami
Nord-du-Québec	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la Côte-Nord
Nord-du-Québec	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la Haute Côte-Nord
Nord-du-Québec	Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de Chibougamau-Chapais
Nord-du-Québec	Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de Matagami
Nord-du-Québec	SOLIDE de Chibougamau
Nord-du-Québec	SOLIDE de Lebel-sur-Quévillon
Nord-du-Québec	SOLIDE de Matagami
Outaouais	Capital C.G.D (Société régionale d'Investissement)
Outaouais	Capital-Amérique Outaouais
Outaouais	Fonds d'économie sociale (FDES) de Papineau
Outaouais	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Communauté urbaine de l'Outaouais
Outaouais	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Vallée-de-la-Gatineau (CLDVG)
Outaouais	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement des Collines-de-l'Outaouais
Outaouais	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement du Pontiac
Outaouais	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) de Papineau
Outaouais	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Communauté urbaine de l'Outaouais
Outaouais	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Vallée-de-la-Gatineau (CLDVG)
Outaouais	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement des Collines-de-l'Outaouais

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Outaouais	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement du Pontiac
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Communauté urbaine de l'Outaouais
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Vallée-de-la-Gatineau (CLDVG)
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement des Collines-de-l'Outaouais
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement du Pontiac
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD Papineau
Outaouais	Fonds régional de solidarité Outaouais (FTQ)
Outaouais	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la collectivité de Papineau
Outaouais	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la Collectivité de Pontiac
Outaouais	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la Vallée-de-la-Gatineau
Outaouais	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la Vallée-de la Gatineau
Outaouais	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Papineau
Outaouais	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Pontiac
Outaouais	Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO)
Outaouais	SOLIDE de Gatineau
Outaouais	SOLIDE de la MRC de Pontiac
Outaouais	SOLIDE de la MRC des Collines-de-l'Outaouais
Québec	Cercle d'emprunt du centre local de développement de la MRC de Charlevoix
Québec	Cercles d'emprunt de Québec
Québec	FDES (Fonds d'économie sociale) du CLD Chalevoix-Est
Québec	Fonds collectif d'emprunt économique communautaire (Québec)
Québec	Fonds de développement économique (Laprade)-Portneuf inc.
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement Charlesbourg et Haute Saint-Charles
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Beauport inc.
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Charlevoix-Est
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Côte-de-Beaupré
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la Jacques-Cartier (CLDJC)
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de la MRC de Charlevoix

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de l'Île-d'Orléans
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de l'Ouest de la CUQ
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Portneuf
Québec	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement Québec-Vanier
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Côte-de-Beaupré
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement Charlesbourg Haute Saint-Charles
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Beauport inc.
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Charlevoix-Est
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la Jacques-Cartier (CLDJC)
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de la MRC de Charlevoix
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de l'Île-d'Orléans
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de l'Ouest de la C.U.Q.
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Portneuf
Québec	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement Québec-Vanier
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Charlesbourg Haute Saint-Charles
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Beauport inc.
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Charlevoix-Est
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Côte-de-Beaupré
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la Jacques-Cartier (CLDJC)
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de la MRC de Charlevoix
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de l'Île-d'Orléans
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de l'Ouest de la C.U.Q.
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Portneuf

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Québec-Vanier
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD Chalevoix-Est
Québec	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Québec	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la collectivité de Charlevoix
Québec	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Portneuf
Québec	Investissement Desjardins - région Québec
Québec	JP (Jeunes promoteurs) du CLD Chalevoix-Est
Québec	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Portneuf
Québec	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Charlevoix
Québec	SOLIDE de la MRC de Charlevoix
Québec	SOLIDE de la MRC de Charlevoix-Est
Québec	SOLIDE de la MRC de la Côte-de-Beaupré
Québec	SOLIDE de la MRC de la Jacques-Cartier
Québec	SOLIDE de la MRC de l'Île-d'Orléans
Québec	SOLIDE de la MRC de Portneuf
Québec	SOLIDE de l'Ouest de la ville de Québec
Québec	SOLIDE du CLD Chalevoix-Est
Québec, Chaudière-Appalaches, Centre-du-Québec, Mauricie	Société Innovatech Québec-Chaudière-Appalaches
Richelieu-Yamaska	Investissement Desjardins - région Richelieu-Yamaska
Saguenay Lac St-Jean	Fonds d'économie sociale (FDES) du CLD de la MRC Domaine du Roy inc.
Saguenay Lac St-Jean	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du CLD de la MRC Domaine du Roy
Saguenay Lac St-Jean	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la MRC Domaine du Roy
Saguenay-Lac- St-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Maria-Chapdelaine
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Corporation régionale d'investissement Amisk
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement (CLD) du Fjord du Saguenay
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement de Lac-Saint-Jean-Est
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds d'économie sociale (FDES) du Centre local de développement Maria-Chapdelaine
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds d'entraide communautaire Inc
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement (CLD) du Fjord du Saguenay
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement de Lac-Saint-Jean-Est

LISTE DES FONDS ÉTUDIÉS PAR RÉGION	
Région	Nom
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds Jeunes Promoteurs (FJP) du Centre local de développement Maria-Chapdelaine
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) du Saguenay
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement de Lac-Saint-Jean-Est
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement Maria-Chapdelaine
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC) Lac Saint-Jean-Est
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds Stratégie Jeunesse (FSJ) de la (SADC)du Fjord
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Investissement Desjardins - Région Saguenay-Lac-Saint-Jean
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Haut Saguenay
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Lac Saint-Jean-Est
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Lac-St-Jean Ouest Inc.
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC)du Fjord
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOLIDE de la MRC de Maria-Chapdelaine
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOLIDE de la MRC du Domaine-du-Roy
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOLIDE de la MRC du Fjord-du-Saguenay
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOLIDE Lac-St-Jean-Est
Saguenay-Lac-St-Jean	Capital-Amérique Saguenay-Lac-St-Jean
Saguenay-Lac-St-Jean	Fonds local d'investissement (FLI) du Centre local de développement (CLD) du Fjord
Saguenay-Lac-St-Jean	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de la collectivité Lac-St-Jean-Ouest
Saguenay-Lac-St-Jean	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) de Maria-Chapdelaine
Saguenay-Lac-st-Jean	Fonds Stratégie jeunesse (FSJ) de la (SADC) du Haut-Saguenay
Saguenay-Lac-St-Jean	Fonds Waskahegen
Saguenay-Lac-St-Jean	Soccrent géré par Pluri-Capital (PCI) INC.
Saguenay-Lac-St-Jean	Soccrent Nouvelle Technologie
Montréal	YMCA Notre-Dame-de-Grâce-Projets d'entreprise AURORA (cercles d'emprunt)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Capital-Amérique Gaspésie-Les-Îles (filiale d'Accès capital) fusion décembre 2002

ANNEXE 3

LISTE DES FONDS RÉPERTORIÉS MAIS NON ÉTUDIÉS

Les fonds qui ont été répertoriés mais qui n'ont pas été retenus pour la présente étude sont pour la plupart des fonds nationaux, des fonds privés ou des fonds ayant cessé leurs opérations.

RÉGION	FONDS
Abitibi-Témiscamingue	Fonds de développement régional (FDR)
Bas-Saint-Laurent	Capital-Amérique (Anciennement Accès Capital)
Bas-Saint-Laurent	Fonds de développement régional (FDR)
Centre-du-Québec	Fonds de développement régional (FDR)
Chaudière-Appalaches	Fonds de développement régional (FDR)
Chaudière-Appalaches	Fonds de développement régional (FDR)
Côte-Nord	Fonds de développement régional (FDR)
Estrie	Fonds de développement régional (FDR)
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds de développement régional (FDR)
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Fonds d'entreprises rurales (FER)
Lanaudière	Fonds de développement régional (FDR)
Laurentides	Fonds de développement régional (FDR)
Laval	Fonds de développement régional (FDR)
Mauricie/Bois-Francs	Fonds de développement régional (FDR)
Montérégie	Fonds de développement régional (FDR)
Montérégie	Novocap II, S.E.C.
Montréal	BC Life Sciences Fund
Montréal	BDC- Capital de risque
Montréal	Biocapital
Montréal	Cafa Capital inc.
Montréal	Canadian Medical Discoveries Fund inc.
Montréal	Capital Benoit inc.
Montréal	Colbanet inc.
Montréal	Colbanet inc.
Montréal	Coradin inc. (Jean Landry Scolas)
Montréal	Edgestone: Fonds capital action
Montréal	Edgestone: Fonds équité
Montréal	Edgestone: Fonds mezzanine
Montréal	Edgestone: Fonds, des fonds d'investissements
Montréal	FCAPITAL
Montréal	Fodex, Fonds de développement des exportations
Montréal	Fondation (CSN)
Montréal	Fondation (CSN). Fonds de développement CSN pour la coopération et l'emploi
Montréal	Fonds Canadien d'Acquisition Schroder 2
Montréal	Fonds Canadien d'Acquisition Schroder 3
Montréal	Fonds de développement emploi

RÉGION	FONDS
Montréal	Fonds de développement emploi
Montréal	Fonds de développement régional (FDR)
Montréal	Fonds d'investissement de la culture et des communications
Montréal	Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC) (Affilié à la SODEC)
Montréal	Fonds Ipso Facto
Montréal	Genechem technologique 1997
Montréal	Genechem Thérapeutique 2000
Montréal	GTI Capital
Montréal	Hydro-Québec Capitech INC.
Montréal	Investissement Desjardins
Montréal	Investissement Desjardins
Montréal	Les investissements Blue Ship inc.
Montréal	Les partenaires de Montréal inc.
Montréal	Les placements Telsoft Inc.
Montréal	MDS Capital (Québec) Inc.
Montréal	MDS Life Science Technologie fund
Montréal	Miralta Capital II inc.
Montréal	MSBI inc.
Montréal	Partenaire Norvest Capital INC.
Montréal	RBC Groupe Financier Banque Royale
Montréal	I.U.GO Capital inc.
Montréal	Roynat Capital
Montréal	SC Biotechnology Development
Montréal	SGF Santé inc.
Montréal	SIDEX S.E.C.
Montréal	SIPAR - Société d'investissement en participations inc.
Montréal	T2 C2
Montréal	Technocap
Montréal	The Health Care & Biotechnology Venture Fund
Montréal	Vestra Capital inc.
Montréal	YSI Conseil
Nord-du-Québec	Fonds de développement régional (FDR)
Outaouais	Fonds de développement régional (FDR)
Plusieurs régions	Capital-Amérique (anciennement Accès-Capital)
Plusieurs régions	Capital-Amérique (anciennement Accès-Capital)
Plusieurs régions	Société régionale d'investissement (SRI)
Québec	Capital financière agricole Inc.
Québec	Centre Québécois de Valorisation des Biotechnologies (CQVB)
Québec	Fonds agroalimentaire et forestier (Fonds FTQ)
Québec	Fonds de développement régional (FDR)
Québec	Fonds d'investissement bioalimentaire (Fonds FTQ)
Québec	SGF- Rexfor
Québec	SGF Soquia inc.

RÉGION	FONDS
Québec	Société de capital de risque autochtone du Québec
Québec	Valorisation Recherche Québec
Saguenay/Lac-Saint-Jean	Fonds de développement régional (FDR)

ANNEXE 4

LEXIQUE SUR LE CAPITAL DE RISQUE

ACTIONS ORDINAIRES : Titre de propriété de l'entreprise, donne le droit de vote en proportion du nombre d'actions, donne droit à recevoir les états financiers et de siéger au conseil d'administration si le nombre le justifie. La rémunération se fait sous forme de dividende (rare) et par une plus-value des actions.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES : Titre de propriété mais où l'on échange le droit de vote pour un dividende privilégié, sont prioritaires aux actions ordinaires.

CAPITAL DE RISQUE : Vise à accorder du capital avec des prises de propriété afin d'augmenter la valeur du fonds.

CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT : Vise à accorder du capital tout en ayant des objectifs de développement.

CAPITALISATION : Montant total d'argent reçu. Ce montant comprend les fonds investis et les fonds disponibles.

CRITÈRE DE SÉLECTION : Critères sur lesquels le fonds se basera pour accepter d'investir dans une entreprise. Par exemple un fonds de capital de risque examinera surtout la rentabilité prévue tandis que le fonds de développement examinera la rentabilité prévue mais aussi portera une importance au nombre d'emplois créés ou maintenus.

DEGRÉ DE PARTICIPATION : Pour investir dans des entreprises, les sociétés de capital de risque et de développement peuvent vouloir détenir une participation minimum ou maximum pour investir en capital action. Par exemple, une société de capital de risque désire une participation minimum de 10 % sans excéder 30 %.

DETTE NON GARANTIE : Titre de dette portant intérêt fixe ou variable. Aucun actif ne garantit la dette. Dans les fonds de développement, le taux d'intérêt est relativement faible par rapport au risque encouru. Cette dette peut être convertie en actions ordinaires, ainsi cela peut compenser le risque absorbé si la firme obtient de bons résultats.

HORIZON D'INVESTISSEMENT : Le capital investi sous forme de capital action et parfois celui investi sous forme de dette, et considéré comme du capital patient. C'est à dire que les sommes sont investies à long terme. Ainsi, l'horizon d'investissement pour une société d'investissement sera entre 5 et 9 ans avec une préférence pour une période de 7 ans.

INSTRUMENTS FINANCIERS : Une société de capital de risque ou de développement peut utiliser les instruments financiers suivants pour financer une compagnie : les actions ordinaires et privilégiées, la dette non garantie qui peut être convertible en actions ordinaires de la compagnie.

MODE DE RÉMUNÉRATION : Le mode de rémunération va avec la forme de financement (voir les instruments financiers). Les trois modes de rémunération généralement utilisés consistent en des intérêts, des dividendes et du gain en capital (plus value).

PLACEMENT PEU RISQUÉ : Placement effectué dans des produits financiers sans risque. Par exemple, les bons du trésor du gouvernement ou un dépôt à terme. Ces placements sont temporaires et seront investis dans des entreprises lorsque le financement sera accordé.

SECTEUR ÉCONOMIQUE : Les secteurs économiques sont généralement : manufacturier, consommation, services, technologie de l'information et de communication, biotechnologie et sciences de la vie, technologies industrielles.

SERVICE OFFERT : Les sociétés de capital de risque et de développement peuvent offrir d'autres services que le financement. On retrouve parmi ces services les conseils de gestion, l'aide à la conception de projet et le suivi.

STADE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE : L'entreprise financée se situe à différents stades de développement. On peut les classer de la façon suivante : pré-démarrage, démarrage, développement, expansion, redressement, acquisition.

ANNEXE 5

LISTE D'ACRONYMES

CDPQ	CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
SOLIDE	SOCIÉTÉ LOCALE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT D'EMPLOI. RATTACHÉE À : SOLIDEQ ET À LA MRC
SOLIDEQ	SOCIÉTÉ LOCALE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT D'EMPLOI DU QUÉBEC. RATTACHÉ AU FSTQ
FTSQ	FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)
FLI	FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT. SUPERVISÉ PAR LES CLD
CLD	CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT
FDES	FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
FIR	FONDS D'INTERVENTION RÉGIONALE
FJP	FONDS JEUNES PROMOTEURS
FSJ	FONDS STRATÉGIES JEUNESSES
SADC	SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS
FDR	FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

BIBLIOGRAPHIE

- AMIT, R. BRANDER, J., et Christophe ZOTT, (1997), « Le financement de l'entrepreneuriat au Canada, par le capital de risque », in Paul J. N. Halpern (sous la dir. de), *Le financement de la croissance au Canada*, Calgary, University of Calgary Press, p. 261-307.
- BEAUDOIN, Robert et Josée SAINT-PIERRE (1999). Financement de l'innovation dans les PME, une recension récente de la littérature. (L'Observatoire du développement économique au Canada) Montréal, Développement économique Canada.
- BELZE, L. et O. Gauthier, M. O'Shea et C. Stevens, (1988), *Quand le gouvernement apporte du capita-risques*. L'Observateur de l'OCDE, no 213, p. 26-29.
- BENKO, G. et A.LIPIETZ (1992), *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes et la géographie économique*, Paris, Presses universitaires de France.
- CANADIAN VENTURE CAPITAL ASSOCIATION (CVCA), ASSOCIATION CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE (ACCR), *Key observations on 2000 Venture Capital Activity* (http://www.cvca.ca/statistical_review/key_observations.html).
- COMMISSION QUÉBÉCOISE SUR LA CAPITALISATION DES ENTREPRISES (1984), *La capitalisation des entreprises au Québec*, Québec, ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, 72 p. et annexes. (Rapport Saucier).
- DESROCHERS, Jean (1994), « La gestion financière », Pierre-André JULIEN (dir.), *Les PME : bilan et perspectives*, Paris et Québec, Presses Interuniversitaires et Economica, pp. 253-269.
- JULIEN, Pierre-André (1994), « L'entreprise partagée : contraintes et avantages », *Gestion, Revue internationale de gestion*, décembre, pp. 48-58.
- KNIGHT, M.R. (1994), « A Longitudinal Study of Criteria used by Venture Capitalists in Canada », in *Journal of Small Business and Entrepreneurship*, vol. 111, April-June 1994.
- LÉVESQUE, B. MENDELL, M. (1997), *Répertoire des fonds de développement local, régional et communautaire du Québec*, Montréal, Pro-Fonds-CRISES.
- LÉVESQUE, B., MENDELL, M. (1998), « Les fonds régionaux et locaux de développement au Québec : des institutions financières relevant principalement de l'économie sociale », in Marc-Urbain Proulx (sous la dir. de), *Territoire et développement économique*, Paris et Montréal, L'Harmattan, pp. 220-270.
- LÉVESQUE, Benoît (2001) « Originalité et impact de l'action des Sociétés locales d'investissement et de développement de l'emploi (SOLIDE) sur le développement local et sur l'emploi au Québec », *Économie et Solidarités*, vol. 32, no 1-2, pp. 193-321.

- LÉVESQUE, Benoît, BÉLANGER, Paul R., BOUCHARD, Marie, MENDELL, Marguerite et alii (2000), *Le fonds de solidarité. Un cas exemplaire de gouvernance*, Montréal, Fonds de solidarité, 110 p.
- LÉVESQUE, Benoît et Marguerite MENDELL (2002), « La microfinance au Québec, une dynamique partenariale », in Jean-Michel SERVET et Isabelle GUÉRIN (dir.), *Exclusion et liens financiers*, Paris, Economica, pp. 288-302.
- LÉVESQUE, Benoît, MENDELL, Marguerite et Solange VAN KEMENADE (1997) *Profil socio-économique des fonds de développement local et régional au Québec*. Étude réalisée pour le Bureau fédéral de développement régional (Québec), Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada, 51 p.
- LÉVESQUE, Benoît, MENDELL, Marguerite et Solange VAN KEMENADE (1996), *Les fonds régionaux et locaux de développement au Québec : des institutions financières relevant principalement de l'économie sociale*, Montréal, UQÀM-CRISES (Working Papers no 9610) 34 p.
- LÉVESQUE, Benoît, MENDELL, M., B. M'ZALI, D. MARTEL et J. DESROCHERS (2002). *Analyse de la gestion des fonds et portefeuille des Centres locaux de développement*. Québec, Ministère des Régions et Fédération québécoise des municipalités, 57 p.
- LÉVESQUE, Benoît, FONTAN, Jean-Marc et Juan-Luis KLEIN (1996), *Les systèmes locaux de production. Conditions de mise en place et stratégie d'implantation pour le développement du Projet Angus*, Montréal, UQÀM-SAC, 2 tomes.
- M'ZALI, B., TURCOTTE M.F., (2000), « Le point sur l'investissement social au Canada » dans l'atelier intitulé *L'investissement environnementalement et socialement responsable au Canada et en France : émergence, évolution et perspective d'avenir*, atelier organisé par Bouchra M'Zali dans le cadre des Conférences de l'Association des Sciences administratives du Canada.
- MACDONALD & ASSOCIATES LIMITED (2001 et 2002), *Trends in Venture Capital Market in Quebec*. Réseau Capital.
- NORUSIS, M. J., (1998), *SPSS 8.0 Guide to Data Analysis*, Upper Saddle River (NJ), Prentice-Hall.
- SAINT-PIERRE, Josée (2000), *La gestion financière des PME. Théories et pratiques*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 322 p. (notamment pour l'évaluation des risques et pour les critères d'investissement).

SITOGRAPHIE

www.strategis.ic.gc.ca/SSGF/so00382f.html (Stratégis, Industrie Canada)

www.vcinstitute.org/materials/galante (An Overview of the Venture Capital Industry & Emerging Changes)

www.capital-unlimited.com/tour/needv2.html (*Venture Capital Firms—Who Are They?*)

www.reseaucapital.com (Réseau capital)

www.Desjardins.com (Desjardins)

www.reseau-sadc.qc.ca/(Réseau SADC)

www.cvca.ca/statistical (Association canadienne du capital de risque)

www.rbc.com/communautaire/index.html (Banque Royale)

www.cst.gouv.qc.ca (Conseil de la Science et de la Technologie)